

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 468, 150 F
JEUDI 15 OCTOBRE 1970



Geismar :



c'est vous qu'on juge



tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette

Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
26.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

Les documents-photo insérés
dans ce numéro ont été fournis
par les agences suivantes :
AFP - Collombert - Elie Kagan
- A.D.N.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriame,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Le fait de la semaine

Geismar, notre camarade

Jean-Marie Vincent

Alain Geismar va être jugé ces jours-ci, une première fois. C'est logique. Toutes les couches de la bourgeoisie française lui vouent une haine solide. Il a en effet tout pour leur déplaire. Ne s'agit-il pas d'un homme jeune, issu de milieux aisés qui a eu la chance de faire de bonnes études et de devenir un excellent universitaire et qui a osé se retourner contre la classe d'où il est issu. Alain Geismar, pour tout ce que notre pays compte de bien-pensants, c'est le militant de la fin des années cinquante et du début des années soixante qui se battait pour l'indépendance de l'Algérie, c'est le secrétaire général du S.N.E.-Sup. (syndicat national de l'enseignement supérieur) qui, avec toute l'équipe dirigeante, eut l'audace de déclencher en mai 68 une grève générale de solidarité des enseignants avec les étudiants en butte à la répression, c'est surtout depuis quelques mois le porte-parole de la « Gauche Prolétarienne » qui, inlassablement, a dénoncé le patronat et l'Etat sans mâcher ses mots.

Il faut donc faire un exemple avec lui, et atteindre en sa personne tout ce qu'il symbolise : la révolte contre un ordre social oppressif, la témérité dans le défi, la vigueur dans le témoignage. Pour cela, il faut bien dire que la bourgeoisie n'est pas regardante sur le choix des moyens. Prenez n'importe quel Français moyen, interrogez-le sur Geismar ! Il ne vous répondra rien de précis sur ce qu'il est réellement, mais il vous dira que c'est un excité, un chef de « matraqueurs » et de « casseurs », un homme qui veut tout détruire. Tout cela parce que la presse et les grands moyens d'information en ont fait une sorte de démon, d'énergumène dont il faut tout craindre. Sans doute, beaucoup de déclarations d'Alain Geismar, imprudentes dans la forme et légères quant au contenu, ont-elles été retournées contre lui. Mais, s'il a fait appel à la « résistance populaire », à la violence des opprimés contre les oppresseurs, il n'a jamais lancé d'appel au meurtre ou à la violence gratuite. Ce n'est en tous cas pas Geismar qui rend la vie des masses populaires en France plus difficile. Ce n'est pas lui qui augmente les cadences dans les usines, pollue l'atmosphère, embouteille nos rues, provoque les accidents de la route, favorise l'inflation. Au contraire, et vous pouvez vérifier, il s'oppose à tout cela pour que ça change vraiment.

Son procès est en réalité un procès pour la défense de l'ordre social actuel. Les lois qu'on veut lui appliquer, sont des lois formellement démocratiques, mais qui ont précisément pour but d'empêcher que la démocratie s'étende à l'essentiel : le libre choix de l'ordre économique et social. Par-delà sa personne, ce qui est visé, c'est le droit d'association pour ceux qui ne veulent pas être seulement des résignés, c'est le droit d'expression pour ceux qui ne trouvent pas qu'on vit dans le meilleur des mondes. On frappe Geismar, parce qu'il est vulnérable, mais à travers lui, c'est tous ceux qui ne plient pas devant le fait accompli que vise la justice bourgeoise. Et qu'on y prenne garde, il ne s'agit pas seulement des militants, mais de tous ceux et ils sont légion dans les entreprises, les bureaux et les facultés qui ont en eux l'étincelle de la révolte. C'est pourquoi Alain Geismar n'est pas seulement le leader d'un groupe politique qui peut paraître bien exotique à certains. Il est beaucoup plus, il est notre camarade et c'est comme tel que nous devons le défendre.

Librairie

EDITIONS MASPERO

- LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ARABE, N. Weinstock 5,90
- LA PENSEE DE CHE GUEVARA, M. Lowy 5,90
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE EN CHINE, Jean Daubier 18,80
- CONTRE LE COURANT, Lénine-Zinoviev en deux vol. Chaque 15,00
- L'INSURRECTION ARMEE, A. Neuberg 15,00

EDITIONS ANTHROPOS

- MARX et ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- LA PENSEE POLITIQUE DE GRAMSCI, J.-M. Piotte 22,10
- LE SOCIALISME CUBAIN, Hubermann et Sweezy 22,10
- INTRODUCTION A L'ECONOMIE POLITIQUE, R. Luxembourg 22,10

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00
- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION - LES GUERRES D'ASIE, P. Naville 18,50
- LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel 11,50
- LENINE, G. Lukacs 5,90
- BLANQUI, M. Dommaget 9,50

Ouvert de 9 h à 19 h

Samedi de 9 h à 13 h

54, bd Garibaldi, Paris 15^e

C.C.P. 58.26.65

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Viva Zapatta

Lycéens

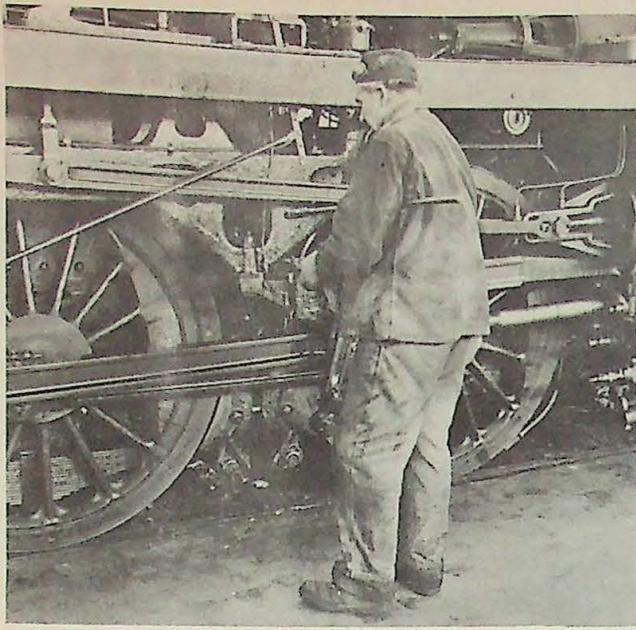
La Fédération de Paris et le Collectif lycéens organisent une réunion de formation destinée aux lycéens et aux sympathisants, le jeudi 22 octobre à 17 h, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) (métro Commerce).

Thème : « Où en sont les luttes ouvrières à la rentrée. »

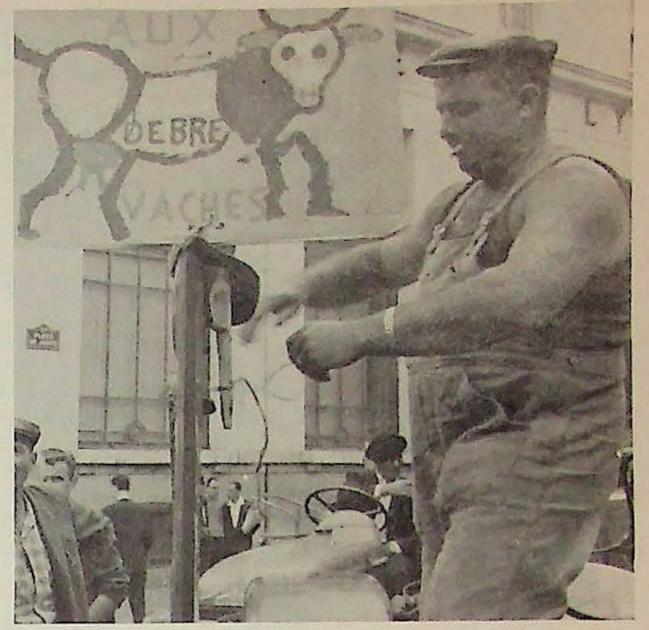
Réunion animée par des militants ouvriers.

Meeting

Le district Paris-Est organise le jeudi 22 octobre un grand meeting-débat à l'Hôtel Moderne (place de la République), à 20 h 30, sur le thème : « Unité de la gauche ? », avec Michel Rocard et Philippe Simon.



L'éditorial de M. Rocard



Le trait dominant de la situation politique présente, c'est probablement le fait que le courant socialiste et révolutionnaire ne pousse pas assez ses avantages. Et pourtant, la situation pourrait lui être très favorable.

Depuis un an que le régime a lancé l'idée de Nouvelle Société, rien ne s'est fait, rien n'a bougé. Comme toujours, et dans certaines firmes plus que jamais, le patronat traque les militants ouvriers : c'est le cas chez Simca, chez Caterpillar, chez Tachon à Bordeaux et en de multiples endroits. Dans l'industrie avancée les cadences s'intensifient en même temps que les luttes sur les conditions de travail se multiplient. Le « management » introduit même chez les cadres moyens une compétition sauvage qui leur enlève leurs dernières sécurités. Les perspectives qui s'offrent aux paysans et aux commerçants sont plus sombres que jamais. Le système d'enseignement est toujours à la dérive, Guichard se bornant à en rafistoler les éléments les plus indispensables à la formation des techniciens dont le capitalisme a besoin.

Dans une telle situation, il serait normal que le débat politique porte sur les issues, que la solution socialiste apparaisse comme une solution parfaitement plausible, et qu'une transformation révolutionnaire des structures françaises s'impose à un nombre croissant de travailleurs comme une nécessité urgente.

Et pourtant ce n'est pas le cas. Entre « l'ouverture », la « continuité », le « courant réformateur » et la « démocratie avancée », le débat politique reste complètement abstrait, coupé des réalités quotidiennes auxquelles s'affrontent les travailleurs. Une certaine manière de parler de la révolution en termes abstraits n'arrange rien et aggrave plutôt cette coupure.

Le résultat est une très grande incertitude de l'opinion et plus encore peut-être des travailleurs. Leur volonté d'un changement profond en est alors réduite à se porter sur des apparences, sur le remplacement d'un homme par un autre, sans se poser de questions sur les conditions d'une avancée réelle vers le socialisme, ni sur la liaison entre la lutte sociale et les confrontations électorales. Et c'est, par exemple, la fuite de suffrages de travailleurs vers Poher ou vers Servan-Schreiber.

C'est à cette situation concrète qu'il faut répondre. Il faut y répondre en soulignant à quel point le système politique français tourne à vide, à quel point il est nécessaire de créer un nouveau type de force politique, un mouvement populaire de masse, qui prépare la transformation socialiste de la société française en donnant leur pleine signification politique aux luttes quotidiennes des travailleurs et en les prolongeant en une perspective révolutionnaire.

En d'autres termes, pour renforcer le projet socialiste il est nécessaire que l'on sache de quoi

il est fait et où il va. C'est pourquoi la Direction Politique Nationale du P.S.U. vient de prendre trois décisions importantes.

La première consiste à mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès, en juin 1971, l'élaboration du programme de transition vers le socialisme. C'est répondre à la question : autour de quelles orientations principales les travailleurs peuvent-ils se rassembler pour imposer la prise révolutionnaire du pouvoir et une transformation socialiste du pays, quels seront les grands traits de la société socialiste à construire dans un pays développé, et comment les travailleurs pourront-ils en commencer la réalisation à l'occasion de la prise du pouvoir et immédiatement après ?

La deuxième décision consiste à mettre à l'ordre du jour du prochain Conseil national, les 15, 16 et 17 janvier 1971, l'élaboration du programme d'action du Parti. Profondément lié au programme de transition vers le socialisme qu'il précède et prépare, le programme d'action doit être l'inventaire des objectifs concrets que poursuivent les travailleurs à travers chacune de leurs luttes. Le P.S.U. a rejeté à plusieurs reprises, et notamment à son Conseil national de Rouen, toute confusion entre l'agitation ultraminoritaire, le prophétisme idéologique, d'une part, l'action de masse véritable de l'autre. La victoire du socialisme ne sera imposée que par la conjonction des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière, des paysans qui ont fait le choix du socialisme, des employés et techniciens, de certains commerçants, peut-être de certains cadres. Cette conjonction ne doit pas être organisée par une bureaucratie centrale qui dirige toutes les luttes. Elle ne peut donc l'être que par référence commune à un programme d'action qui a pour double objectif de répondre clairement à la question « pourquoi nous nous battons ? » et de servir de guide ou de critère de choix des priorités aux militants qui s'affrontent tous les jours avec la domination capitaliste dans la production.

Le programme d'action doit donc être le document qui tout à la fois décrit les objectifs concrets que poursuit aujourd'hui la lutte du Parti, qui explique en quoi ces objectifs sont liés à une transformation socialiste du pays, et différent par conséquent, de la stratégie de la démocratie avancée, qui vise seulement à occuper l'Etat actuel par la voie électorale pour l'aménager quelque peu sans en changer fondamentalement le caractère autoritaire et centralisé. C'est aussi le document qui doit permettre d'ajuster et de rendre convergentes les luttes décentralisées des ouvriers, des techniciens, des paysans, des enseignants, et des étudiants.

Mais comment faire pour qu'un tel programme exprime la réalité des luttes qui se mènent, et non pas la vision qu'en ont quelques commissions de techniciens ou une direction politique

centrale, quelque bien intentionnées qu'elles soient ?

C'est ici que se place la troisième décision de la Direction Politique Nationale, sans doute la plus importante. Pour arriver à faire du programme d'action la traduction réelle du mouvement des travailleurs en lutte, il est apparu utile, avant que ne délibèrent les organes statutaires du Parti, sections et fédérations, de faire élaborer les éléments du projet de programme par des assemblées régionales où seront exclusivement présents les camarades travailleurs de l'industrie ou paysans, qui sont personnellement engagés dans la lutte de classes. De plus, ces assemblées pourront inviter à participer à leurs délibérations des militants non membres du parti, syndicalistes ou politiques, sous la seule condition qu'eux aussi soient liés à la lutte quotidienne dans la production.

Bien entendu les projets ainsi élaborés seront ensuite soumis à la délibération des organes statutaires du parti. Mais cette première phase des travaux est fondamentale.

C'est la première fois sans doute qu'un parti politique français demande à certains de ses membres de s'écarter pendant un temps de la définition de son programme pour que ce dernier traduise vraiment les préoccupations quotidiennes des travailleurs, plutôt qu'une vision qui risquerait d'être un peu théorique.

Et c'est la première fois aussi qu'un parti socialiste appelle à contribuer à la définition de son programme des militants extérieurs à ses propres rangs. C'est à nos yeux un des moyens de lever les méfiances traditionnelles entre organisations politiques et syndicales, ou de surmonter la méfiance de militants combattifs mais qui répugnent à s'engager dans un parti. Ils pourront, sans aucun engagement de leur part, en conservant leurs désaccords éventuels avec nous, non seulement exprimer leurs opinions, mais faire adopter tel ou tel objectif qui leur paraît important, telle analyse des perspectives de la lutte socialiste à laquelle ils tiennent.

Si le pari considérable que représente cette décision est gagné, et il faut qu'il le soit, alors le programme d'action du P.S.U. sera le programme d'action d'un courant bien plus large. Il exprimera nos objectifs à court terme mais en même temps traduira la dynamique des luttes populaires sur laquelle ce programme s'appuie.

La préparation ouverte et sérieuse des assemblées régionales pour le programme d'action doit donc être dès maintenant le souci essentiel des militants du Parti. Sous cette condition, l'offensive socialiste pourra reprendre son essor, et la perspective socialiste a chance de devenir pour les travailleurs la traduction concrète de leurs aspirations.

C.G.T. - C.F.D.T. : contraints de s'entendre

Jacques Ferlus

A y regarder de près, la rentrée sociale s'est plutôt bien passée. Ici ou là quelques conflits spectaculaires ont bien eu lieu, mais ils n'ont jamais été assez importants et assez nombreux pour que l'on puisse parler d'une situation critique. Dans le secteur public, les quelques inquiétudes qu'on pouvait avoir du côté de la S.N.C.F. paraissent écartées.

Pourtant le climat n'est pas bon. Les travailleurs ont de nombreuses difficultés de pouvoir d'achat, les hausses de salaires, quoique substantielles depuis le début de l'année n'en ont pas moins été plus faibles que la hausse des prix. Le chômage remonte rapidement. Il se chuchote que nous en serions à 472.000 chômeurs, ce qui nous replacerait dans une situation identique à celle de 1968.

Si le mécontentement ouvrier est no- toire, il serait audacieux d'affirmer que l'éclatement d'une grande colère ne saurait tarder. Les travailleurs n'ont pas oublié les événements de Mai et Juin 68 et la déception qui fut la leur à la suite de ces événements. On ne se bat jamais pour le plaisir et si nombre de salariés savent que la lutte est nécessaire, ils ne sont pas prêts à l'engager faute de garanties. C'est ainsi que les assauts du patronat ne connaissent plus bien souvent la moindre riposte. Dans ces conditions le moindre conflit qui éclate devient une lutte exem- plaire, même si les objectifs mis en avant sont d'une importance minime.

Il faut avoir connaissance de cet état de fait avant d'essayer de comprendre pourquoi C.F.D.T. et C.G.T. entament un processus de rapprochement.

Deux années de guerre

Depuis le printemps 1968 les différents, pour ne pas dire les divergences, entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ont été nombreux. Au niveau des directions confédérales on a rivalisé de mots, qui pour dénoncer les pratiques « gauchistes », qui pour affirmer que certaines prises de position faisaient le jeu du pouvoir et du patronat. Les mêmes accusations revenaient au niveau des entreprises. Tant et si bien que peu à peu, sur le terrain et dans des secteurs les plus divers, chacune des organisations perdait l'initiative du combat. Celui-ci était déclen- ché par quelques poignées de travailleurs syndiqués ou pas. Ce sont les fameuses « grèves sauvages » de 1969. La C.F.D.T., grâce à des pratiques plus souples que celles de la C.G.T., pouvait plus facilement recoller aux actions, mais n'y parvenait pas toujours. Ailleurs, parce que fortement implantée, la C.G.T. pouvait lancer des actions massives, destinées, le plus souvent, à prendre de vitesse la C.F.D.T. et à cas- ser les prétentions des « aventuristes gau- chistes ».

De tels affrontements ont eu pour pre- mier résultat de nuire à l'efficacité du mou- vement ouvrier en permettant au patronat de développer la répression anti-ouvrière. Combien de soi-disant « gauchistes » ont- ils pu être ainsi éliminés avec la complicité de la C.G.T. ?

Qui de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. peut prétendre sortir en vainqueur de cette gué- guerre ? Si on se réfère aux statistiques concernant les élections des comités d'en- treprises en 1969 dans le collège ouvrier, la C.G.T. perd 4 % de voix par rapport à 1967 (51,5 % et 47,5 %) et la C.F.D.T. gagne à peine plus de 1 % (17,9 % et 19,1 %). Les autres bénéficiaires sont les syndicats autonomes (+ 2 %) et les non- syndiqués (+ 1 %). Si la C.G.T. demeure la première centrale ouvrière, elle ne mar- que pas moins un certain recul et la C.F.D.T. reste pratiquement stationnaire. Ni l'une ni l'autre ne peuvent donc prétendre à la victoire. Ce match nul ne peut pas davantage les satisfaire, car les grands perdants sont les travailleurs et par voie de conséquence l'avantage revient au pa- tronat.

Un syndicalisme affaibli

De tout temps la masse des travailleurs a été sensible et réceptive aux pratiques unitaires, même si celles-ci n'étaient que façade. Partout la division a toujours été un facteur de démobilitation et les diri- geants de la C.G.T. et de la C.F.D.T., en décidant aujourd'hui de se rapprocher alors qu'il n'y a guère plus de raisons que l'an- née dernière, en témoignent ouvertement. Profitant des disputes le pouvoir et le pa- tronat ont, tout au long de l'année passée, réduit les organisations ouvrières, qui sont pourtant les seules forces populaires véri- tablement organisées dans le pays, à une puissance aussi inconsiderée que celle des autres forces de l'opposition. Et le syndi- calisme s'est laissé enfermer dans ce jeu : absence de riposte à l'offensive des con- trats de progrès, aucune action d'enver- gure contre la répression... Etais-ce un es- sai d'intégration du mouvement syndical ? Peut-être. Il s'agit en tout cas de l'affai- blir et on est sur la bonne voie.

Parallèlement à la diminution de la com- bativité syndicale (malgré la progression des adhésions) le courant révolutionnaire s'est développé dans les entreprises. Quel- ques poignées de militants ont compris que pour que les travailleurs retrouvent le goût de la lutte, il était nécessaire de po- ser les problèmes différemment. Ils ont su aborder les questions quotidiennes d'horai- res, de cadences, de salaires, de conditions de travail. Ils ont permis que des actions se déroulent et aboutissent. Jamais ces tra- vailleurs n'ont été les alliés ou les complices de ceux qui visent à la destruction du syndicalisme. Au contraire ils ont aidé

à une redécouverte de ce qu'est l'action militante qui est toujours plus payante que de s'en remettre à la compétence de quel- ques délégués. Dans ces actions ce sont toujours les syndicats qui ont été chargés de concrétiser la victoire des travailleurs.

Vers quel but

Aujourd'hui le mouvement syndical éprou- ve la nécessité de reprendre l'offensive. Aujourd'hui C.G.T. et C.F.D.T. sont plus que jamais séparées sur les choix straté- giques. Pourtant l'une et l'autre sont déci- dées à trouver des points d'accord. Tout simplement parce que Eugène Descamps, Georges Ségué et leurs amis sont aussi compétents les uns que les autres pour se rendre compte qu'il y a urgence de sortir la classe ouvrière de son enlèvement, mê- me si on ne sait pas très bien où on veut la mener.

Les revendications choisies par les deux centrales dans leurs deux premières ren- contres, ont peut-être fait sourire certains qui estiment qu'elles ne recouvrent pas les problèmes essentiels. Ces revendications sont : l'avancement de l'âge de la retraite, l'heure mensuelle d'information dans l'en- treprise dans un premier temps. Puis on s'occupera de la réduction de la durée du travail et du relèvement du S.M.I.C. Sur ces points on parviendra à se mettre d'ac- cord sur des positions communes à défen- dre devant le C.N.P.F. On proposera peut- être quelques actions ou journées d'action aux travailleurs. Mais là n'est pas l'essen- tiel.

En fait le but de l'opération est de per- mettre que le dialogue se renoue dans les entreprises entre les deux organisations. En réalité il se pratique déjà quand une lutte se déroule, on voudrait le voir s'ins- taurer avant tout pour permettre à d'autres conflits, de nombreux conflits, d'éclater dans les meilleures conditions pour les travailleurs et non pour des négociations bâclées.

L'objectif véritable est ambitieux, mais difficile. Il nécessite à la base une pratique militante dépourvue d'arrière-pensée, sou- cieuse de respecter les véritables choix des travailleurs, nécessitant de ne jeter la moindre exclusive à l'égard du moindre cou- rant qui se manifesterait. Il exige des res- ponsables syndicaux qu'ils se soumettent à l'arbitrage des travailleurs, de tous les tra- vailleurs.

Un danger persiste : où la C.G.T. et la C.F.D.T. entendent-elles conduire les tra- vailleurs ? Cette question n'a pas reçu de réponse au cours de leurs discussions. Si les deux centrales souhaitent aller au-delà d'une certaine agitation sociale, il serait temps pour elles d'aborder le problème et de trouver des bases sérieuses sur les- quelles le mouvement socialiste tout entier devrait se mettre au travail.

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

Sambre et Meuse en lutte

Les travailleurs de Sambre et Meuse en sont aujourd'hui à leur dix-septième jour de grève.

Grève importante par la manière dont elle se déroule, par les objectifs qu'elle peut révéler.

Le mouvement est venu de la base

Début août, un mécontentement profond se manifeste : deux heures de grève par jour dans des ateliers. Le jeudi 24 septembre, une assemblée générale a lieu à midi. Les délégués syndicaux rapportent l'état des discussions avec le patronat : mécontentement aggravé. Au retour, à 14 heures, les ouvriers ont réfléchi. Les délégués proposent un arrêt du jeudi au lundi. Refus.

La grève illimitée est décidée.

Elle est contrôlée par la base réunie tous les deux jours en assemblée générale. Douzième jour de grève : refus des propositions patronales d'une augmentation de 0,30 F de l'heure en 4 mois. Quatorzième jour : refus des propositions syndicales (envoyer une délégation à Paris discuter avec le patron).

La plate-forme de la lutte est intéressante : Revendication de la retraite à 60 ans - Accord sidérurgie et non métallurgie sur la mensualisation - Mais surtout : revendication d'une augmentation uniforme des salaires, 0,50 F de l'heure pour tous et tout de suite. C'est le refus de la hiérarchie.

En outre, les travailleurs réclament une véritable grille des salaires. Refus du salaire « à la tête du client ». Et, peu à peu, apparaît, au fil des jours, la revendication du contrôle ouvrier sur les salaires.

Garges

Le B.H.V. écrase les salaires

Depuis le 28 septembre une grève significative est menée par les travailleurs du « B.H.V. Garges » (Val-d'Oise). Ouvert il y a un an, ce magasin qui emploie 130 salariés fait partie d'un ensemble commercial comportant en outre un « Carrefour » (350 salariés) et un « Mammouth ». Ni la presse locale, ni la presse nationale n'ont accordé à cette lutte la place qu'elle mérite.

Une grève significative :

La course effrénée au profit, la concurrence à laquelle se livrent les quelques groupes financiers qui exploitent ce secteur de la commercialisation ont notamment pour résultat une nécessité impérieuse de trouver de la main-d'œuvre à bon marché ; aussi l'exploitation de la force de travail revêt-elle un caractère particulièrement odieux.

- des horaires de travail intenable : ouverture le lundi et le soir jusqu'à 22 heures ; les travailleurs sont soumis à un rythme épuisant et notamment les caissières responsables, de surcroît, de leurs erreurs de calcul.

- L'embauche pour quelques semaines de jeunes « à l'essai » et sous-payés, bientôt licenciés et remplacés par d'autres. Soumis autrefois au paternalisme, les travailleurs du Commerce le sont aujourd'hui à la logique du secteur industriel ; ils ont pris conscience de leur appartenance à la classe ouvrière.

Une grève originale

A ce jour la lutte dure depuis deux semaines. Si elle n'est pas totale, du fait notamment de l'embauche « d'extras » la grève est pourtant largement suivie et le boycott des achats à peu près complet.

Cette grève a commencé huit jours avant la semaine d'action dans les grands magasins « prévue » du 5 au 10 octobre et se poursuit au-delà des mouvements limités et contrôlés qui ont eu lieu à Paris et en province.

Pourtant les pressions et les manœuvres n'ont pas manqué ; si le soutien des militants révolutionnaires s'est rapidement orga-

En fait, ce qui est refusé, c'est l'arbitraire du patron qui jongle avec les salaires de ses employés, impose ses conditions d'embauche et de travail et joue ainsi la division, la dispersion des travailleurs. Le patronat le sait, lui qui a déjà plié. Il cédera.

Un grand mouvement de solidarité envers les grévistes s'est en effet développé.

La section P.S.U. de St-Brieuc, la Fédération P.S.U. des Côtes-du-Nord y ont largement contribué en appelant la population à apporter son soutien matériel et financier.

L'hebdomadaire de la Fédération, le « Combat socialiste », y a consacré plusieurs pages. Quant à la municipalité, conduite par notre camarade Yves Le Foll, elle décidait, dès la première semaine, l'octroi d'une subvention aux familles ainsi que la gratuité des cantines scolaires pour les enfants des ouvriers.

L'avenir d'une région

Mais la lutte de Sambre et Meuse dépasse largement ce cadre. Elle est révélatrice de la politique du grand capital qui maintient volontairement le sous-emploi dans des régions déjà défavorisées afin d'avoir à sa disposition une masse de travailleurs en réserve, voués au chômage, aux bas salaires, aux dures conditions de travail.

Ainsi le travail effectué par notre Fédération doit-il devenir plus important. Il s'agit de montrer la signification politique de la grève en dénonçant la complicité de l'Etat et du patronat, de préciser les liens entre luttes syndicales et luttes politiques et surtout entre les luttes ouvrières et paysannes. En un mot, déboucher sur le développement de luttes de masses en Bretagne.

nisé la Municipalité et le P.C.F. qui la contrôle ne se sont manifestés qu'à partir du neuvième jour !

La Direction quant à elle a multiplié ses flics qui ont notamment bloqué les portes avec des chaînes afin de les maintenir ouvertes et d'inciter les clients à forcer les piquets de grève. D'autres moyens ont été utilisés :

- Pression sur les militants « C.F.T. » qui sont résolument entrés dans la lutte bien que désavoués par leur centrale.

- Annonce « officieuse » de la suppression du droit aux allocations familiales pour insuffisance de temps de travail.

- Promesse d'améliorations prochaines après cette période difficile, appel à la « raison », etc.

Les revendications mises en avant par la section C.G.T. sont les suivantes :

- 10 % d'augmentation de salaire ;
- Pas de salaires inférieurs à 1.000 F ;
- Pas de discrimination de salaires entre personnel masculin et féminin, ni entre succursales.

(A travail égal salaire égal). En dépit des dérobades de la direction, les piquets de grève permanents sont souvent importants.

Par haut-parleurs les grévistes expliquent leur action et invitent les clients à différer leurs achats ; le manque à gagner dépasse 1,5 million de francs.

La solidarité suscitée

Parmi les grévistes elle est totale en dépit de quelques défections ; si la C.G.T. a signé seule un premier tract (3 octobre) le second (10 octobre) a été cosigné par la C.F.T. ! C'est unanimement aussi que les grévistes ont accepté l'aide des militants révolutionnaires de la Ligue et du P.S.U.

Dans la population la grève a provoqué un élan de solidarité et un intérêt pour la lutte engagée. Boycott des achats au B.H.V. (Carrefour et Mammouth ne sont pas en grève) ; réponse aux collectes, discussion avec les grévistes.

Les militants du P.S.U. sont intervenus le 3 octobre ; depuis 36 heures, des militants

de la Ligue alertés par un des travailleurs avaient apporté leur aide aux grévistes, confectionné une banderole, diffusé des tracts et organisé une première collecte. Après accord du Comité de grève une action conjointe Ligue - P.S.U. fut décidée : collectes et prises de parole.

Quelques heures plus tard (7 octobre), les cellules du P.C.F. particulièrement nombreuses à Garges et Sarcelles, organisaient à leur tour une collecte.

Après cette première action importante, la grève se poursuivant la Ligue propose de poursuivre une action commune avec P.S.U. et L.O. Mais le souci des militants de la Ligue de ne pas « politiser la grève » afin de ne pas diviser les grévistes, leur refus

d'organiser des discussions entre clients et grévistes ne permit pas de mettre au point un projet cohérent.

Les militants du P.S.U. décidèrent alors :
1. De se mettre à la disposition des grévistes pour organiser d'autres collectes (celle du 11 octobre permit de rassembler 270 F) et d'être présents sur les lieux de la grève ;

2. de sortir, sans attendre la fin de la grève un tract d'explication politique destiné à la population. Il paraît en effet très important de populariser et de faire comprendre cette grève en présentant les orientations qu'elle pourrait prendre ; un échec éventuel pourrait en effet être facilement retourné contre les travailleurs du B.H.V. et des Grands Magasins.

Lannemezan

Grève sauvage

Dans les Hautes-Pyrénées, à Lannemezan, est implantée une usine d'aluminium du groupe Ugine-Kulman. Cinq cents travailleurs participent à la fabrication du quinzième de la production française d'aluminium brut. Les salaires ne sont ni meilleurs ni plus mauvais que dans les autres usines du trust. Comme dans beaucoup d'endroits, le patronat utilise des entreprises extérieures qui louent à la manière des négriers une main-d'œuvre peu qualifiée mais qui a l'avantage de servir de masse de pression au patron face aux revendications salariales. Les grandes centrales syndicales sont représentées et participent au jeu du grignotage. Le P.S.U. ? Six camarades travaillent dans l'usine. C'est dans ce cadre que vient de se dérouler une grève porteuse des espérances révolutionnaires des travailleurs. En effet un conflit subit, puissant, efficace, vient d'opposer les travailleurs à la Direction, conflit qui s'est soldé par une victoire ouvrière.

A Ugine-Kulman, la direction a souvent cédé aux exigences ouvrières en matière de salaire. Mais hypocritement elle a toujours récupéré sa libéralité par une aggravation des conditions de travail, le freinage des investissements techniques, la stagnation de l'embauche et l'utilisation des entreprises extérieures.

Mazamet

Une très mécanique précision

Les 750 salariés de « La mécanique de Précision » à Mazamet viennent de refuser les propositions patronales qui tendaient à augmenter les salaires de 3 %. Les ouvrières demandent 8 % et elles ont quelques raisons, compte tenu de leurs conditions de travail.

L'entreprise s'est installée à Mazamet il y a une dizaine d'années. Elle fabrique des accessoires pour automobiles (feux, cendriers...) et aussi quelques appareils pour les P et T. Le personnel est féminin en majorité. Ce sont des O.S. payés aux alentours de 3,60 F de l'heure. La moyenne d'âge se situe autour de 25 ans. Certaines ouvrières possèdent un C.A.P. de couturière ou de sténo-dactylo, d'autres sortent du lycée, mais ici les emplois sont si rares qu'elles s'estiment heureuses de trouver cette place, même sous-qualifiée.

Ainsi donc, neuf heures durant, elles travaillent à la chaîne. Du lundi au vendredi, elles effectuent le même geste d'automate. Toujours plus vite. C'est nécessaire pour pouvoir faire face à la concurrence.

Pour parvenir à un salaire qui permette de subsister il est nécessaire de faire du « boni ». Pour cela il faut atteindre la production « maxi » ou « super ». Il n'y a aucune possibilité de choisir une autre solution. Si vous vous contentez de la production « mini » et d'un salaire itou, les chefs sont là pour vous rappeler à l'ordre et

vous distribuer sanctions et brimades. Comme les cadences vont sans cesse en s'accroissant, le climat des ateliers se dégrade de plus en plus. De temps en temps des débrayages et des grèves éclatent, ils sont courts et peu suivis même s'ils recueillent l'assentiment général. La crainte de perdre sa place existe. De temps en temps des résultats sont obtenus, et la direction s'efforce de les récupérer le plus rapidement possible.

Mais un jour, les ouvrières en ont eu vraiment assez et elles ont décidé de faire la grève du rendement. Et cela a duré trois mois pendant lesquels elles ont décidé que la production serait celle qu'elles avaient choisie. Tout cela dans un but très précis : normalement les salaires ne pouvaient être inférieurs au S.M.I.C., mais on n'y parvenait qu'avec l'aide du « boni ». En décidant de ne plus faire ce fameux « boni », les ouvrières ont obligé la direction à payer le S.M.I.C. quelle que soit la production.

Cette action a permis aux travailleuses de prendre conscience de leur véritable pouvoir dans l'entreprise. Maintenant on ne s'en laisse plus conter. Il n'est même pas besoin de menacer de grève, un ralentissement des chaînes suffit. En mai dernier, les ouvrières ont obtenu une augmentation de 4 %, maintenant elles espèrent bien obtenir 8 % supplémentaires en favorisant avant tout les petites catégories du personnel.

luttons ouvrières

Les travailleurs contre la C.F.T.

Jacques Gallus

Simca (suite)

A une semaine des élections syndicales qui doivent se dérouler les 21 et 22 octobre aux usines Poissy de Chrysler France, la C.F.T., syndicat bidon cherchant à s'implanter dans toute l'Automobile, commence à employer les grands moyens pour assurer par la force une présence qu'elle ne peut tenir de la confiance des travailleurs.

C'est ainsi que le vendredi 9 octobre en fin d'après-midi, une quinzaine de militants C.F.D.T. ont été agressés et matraqués alors qu'ils distribuait un tract aux portes de l'usine. Leurs agresseurs, au nombre de quatre-vingts, étaient membres du fameux syndicat indépendant dont nous avons eu l'occasion ces dernières semaines de relater les exploits. Ils avaient sans doute peu apprécié la conférence de presse nationale donnée par la C.F.D.T. sur les licenciements en cours et la répression syndicale féroce dont ils sont les protagonistes.

Malheureusement pour la C.F.T., et heureusement pour ceux qui la combattent, ce n'est plus aujourd'hui en envoyant des militants syndicaux ou politiques à l'hôpital qu'ils pourront étouffer le scandale des méthodes Simca.

Dans ces dernières semaines la presse nationale quotidienne et hebdomadaire s'est fait l'écho d'une situation typiquement fasciste que, jusqu'ici, seuls quelques journaux d'extrême gauche avaient dénoncée.

Les complicités gouvernementales

Il faudrait pourtant se garder de minimiser la force de la C.F.T. et les soutiens importants dont ce prétendu syndicat bénéficie. Le Gouvernement a jusqu'ici toujours couvert entièrement la situation archiconnue de chez Simca malgré ses déclarations pompeuses sur la participation. Quant à la justice, c'est précisément parce que la double annulation des pseudo-élections syndicales du fait de leur truquage faisait suite à une longue tradition de jugements favorables à Simca, qu'elle a paru si exceptionnelle. Pour avoir assisté tout un après-midi à la séance du Tribunal d'instance de Poissy, j'ai pu constater à quel point Simca n'hésitait pas à employer tous les moyens pour obtenir gain de cause. Il était particulièrement intéressant de constater que la majorité des conflits concernaient des licenciements sans préavis de travailleurs immigrés pour de prétendues fautes graves. Dans chaque cas, c'est le même système qui était utilisé : 2 ou 3 témoins, comme par hasard affiliés au Syndicat indépendant, viennent « témoigner » que M. Untel... a « refusé de travailler ». Dans d'autres cas, le travailleur est accusé ni plus ni moins d'avoir été trouvé en état d'ivresse.

Témoignage particulièrement digne de foi depuis le jour où l'ancien responsable de la C.G.T., Henri Rollin, ayant fait ouvrir son vestiaire devant témoin après avoir remarqué le déplacement de son cadenas, avait découvert une bouteille d'alcool à l'intérieur, placée par des mains bienveillantes !

Inutile de dire que dans ces conditions, pour un travailleur immigré engageant une action en justice il y en a cent qui ne peuvent réagir...

Le Capitalisme entre l'Intégration et le Fascisme

On comprend qu'après avoir mis en œuvre de tels moyens la direction des Usines Poissy et leur bien-aimé syndicat considéreraient comme catastrophique une baisse de la C.F.T. aux prochaines élections. Et nul doute également qu'en haut lieu la bourgeoisie dominante serait assez inquiète d'un échec de la C.F.T. dans son fief.

Même si la politique actuellement suivie par le Gouvernement a comme axe essentiel l'intégration de la classe ouvrière, elle n'a pas les mêmes avantages dans tous les secteurs industriels. En effet, partout où la recherche et l'innovation n'ont pas une place prédominante, partout où la main-d'œuvre immigrée constitue une partie considérable de la masse des salariés, et c'est actuellement le cas dans l'Automobile, l'intégration est beaucoup moins payante, à court terme du moins, que des avantages fournis par un syndicat fasciste.

L'affaire Simca n'est donc pas purement ponctuelle ; et l'implantation de la C.F.T. doit être combattue avec le maximum d'énergie. Les leçons des prochaines élections devront être tirées avec soin.

Cornac : le mouvement s'élargit

Mercredi 7 octobre, les travailleurs de Cornac en sont à leur quinzième jour de grève. Un meeting de solidarité a été organisé à la salle des fêtes de Castres par les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.E.N. Les leaders syndicaux expliquent les raisons de la grève, et rendent compte de la réunion qui a eu lieu dans l'après-midi de mardi entre le directeur et les délégués du personnel. Les propositions patronales sont insignifiantes : 1% d'augmentation. La grève continuera donc. Elle a déjà entraîné un grand élan de solidarité : plusieurs millions de soutien sur le département et la région, mais il est bien évident que la grève va entrer dans une phase plus dure et que les travailleurs de Cornac ont besoin que d'autres travailleurs de leur branche prennent le relai. Ils ont donc les yeux tournés vers Billancourt. Un tract de la C.F.D.T. y a été diffusé dans la section machine-outil par la section C.F.D.T. Renault, appelant au soutien financier de cette

lutte et au refus de faire le travail qui aurait dû être fait à Castres. Jeudi, un meeting d'information a eu lieu à Billancourt devant les outilleurs. Les camarades Colangelo (C.G.T.) et Jean Rodière (C.F.D.T.) sont montés expliquer leurs problèmes à leurs camarades de la régie. Une première collecte faite sur place a remporté 4.000 F et un débrayage d'une heure a eu lieu. C'est là une première preuve de solidarité comme l'a expliqué Jallot, secrétaire C.G.T. du Comité d'entreprise de Renault-Billancourt, vendredi soir aux ouvriers à la Bourse de Castres. Ce dernier a souligné la nécessité pour les métallos de Cornac de conserver uni leur bloc face à la direction de Cornac, afin de la contraindre à discuter. Il a affirmé la

solidarité des travailleurs de la C.G.T. de Renault avec les travailleurs de Cornac en lutte pour « leurs salaires et leurs conditions de travail ». Il a affirmé la nécessité d'étendre Renault machine-outil dans le cadre national par la nationalisation de Cornac.

Le responsable C.G.T. a conclu en affichant son optimisme de voir les travailleurs de Cornac arracher les revendications pour lesquelles ils se battent.

Au plan politique, le texte de soutien qui avait été rédigé par le P.S.U., le P.C.F., le Parti socialiste et la Convention n'a toujours pas été rendu public, si tant est qu'il le soit jamais (cf. « Tribune socialiste » n° 167).

Sur quels mots d'ordre ?

G. Lemahieu

A la Redoute à Roubaix, le travail a repris le mardi 29 septembre pour les uns, le mercredi 30 septembre pour les autres. Tous n'ont pas cessé la grève en même temps.

On se souvient que la négociation entre les syndicats et le patron butait sur 3 centimes à l'heure d'augmentation non hiérarchisée. Une réunion de conciliation se prolonge lundi dans la soirée. Elle échoue. Le patron reste sur sa position, arguant qu'il a pris des engagements auprès des cadres !

Le mardi matin, les militants de la C.F.D.T. distribuent un tract qui dénonce l'intransigeance patronale, le comportement des cadres et... juge inutile la poursuite de la grève, puis conclut que la lutte doit continuer dans l'entreprise contre les cadences infernales et les abus de pouvoir de l'encadrement. Les militants de la C.G.T., eux, ont repris le travail sans donner d'explication.

Ce tract provoque une réaction violente chez les filles des Mines (1) 3 400 d'entre elles restent à l'entrée de l'usine et se déclarent prêtes à continuer la lutte. Les responsables de la C.F.D.T. les invitent à se réunir à l'union locale. Comme l'assemblée générale est plutôt du genre houleux, des réunions de commission sont organisées service par service. Il en ressort un cahier de revendications de plusieurs pages où l'accent est mis sur les conditions de travail, conditions que l'on connaît.

La Redoute

Que faire maintenant ? Des filles suggèrent que l'on s'organise sur le lieu de travail pour briser les cadences. Un permanent syndical appuie cette proposition.

Chassé-croisé

Mercredi, le travail reprend donc. A la chaîne, on assiste à un chassé-croisé entre des ouvrières et des gens de la maîtrise qui se succèdent au bouton de commande, les uns pour ralentir la vitesse, les autres pour l'accélérer. Dans un service, des dactylos tapent huit lettres à l'heure au lieu de douze. Au fichier manuel, on rentre plus tard et on sort plus tôt. Mais cela ne dure pas : au bout de 48 heures, tout rentre dans « l'ordre ». Cependant, le personnel refuse de travailler le samedi en heures supplémentaires.

Pour le moment, il règne un climat de gêne entre grévistes et non-grévistes ; des cadres se posent des questions ; les « petits chefs » mettent les bouchées doubles pour reprendre le personnel en mains. Pas de répression jusqu'à présent, mais il faut veiller au grain.

Voici donc une grève qui ne se termine ni par un compromis accepté, ni par le pourrissement. Le lundi soir, la C.F.D.T. se trouvait devant le choix suivant : on arrête le mouvement ou on le relance. Les militants ont choisi la première solution pour deux raisons : d'après les avis qu'ils avaient pu recueillir, une majorité de grévistes voulaient reprendre le travail et attendaient la paie ; de plus, la grève repo-

sait sur un noyau de militants extrêmement fatigués et qui en venaient à souhaiter la fin de la grève pour pouvoir se reposer. Mais les avis qu'ils ont pris provenaient du personnel roubaixien. Aussi ont-ils été étonnés devant la combativité des filles des Mines.

Pas pour trois centimes

Le moment est venu de tirer les leçons. Il faut savoir qu'il n'y a jamais eu une grève de cette ampleur à la Redoute. L'entreprise était en chômage technique en 1968. Les travailleurs ont fait grève une journée en mars 1969. Ici, le patron a reculé sur tous les points de la plate-forme revendicative, sauf un. Enfin, le personnel a pris conscience de sa force.

Mais les conditions de travail n'ont pas changé. Le patron a repoussé le cahier de revendications présenté par les filles des Mines : c'est que les cadences infernales sont la base du profit. De plus, la grève était finie, il se sentait plus fort.

Pourquoi donc, en pleine grève, la plate-forme revendicative n'a-t-elle pas reflété les aspirations du noyau le plus combatif, le personnel des Mines ? Le mercredi précédent, lors du meeting, la majorité des interventions portaient sur les conditions de travail. Ce jour-là, les militants qui organisaient la grève étaient en réunion avec la direction : une réunion interminable... Or, seule une plate-forme revendicative pre-

nant en compte la révolte du personnel aurait permis de relancer la grève. On n'aurait pas entendu des gens dire : « A quoi bon continuer pour trois centimes ! »

Si le mouvement n'a pas pris une ampleur nouvelle, on peut citer les obstacles suivants :

— Les directions syndicales voulaient en terminer, même si deux permanents se sont dépensés sans compter mais n'ont pas été suivis.

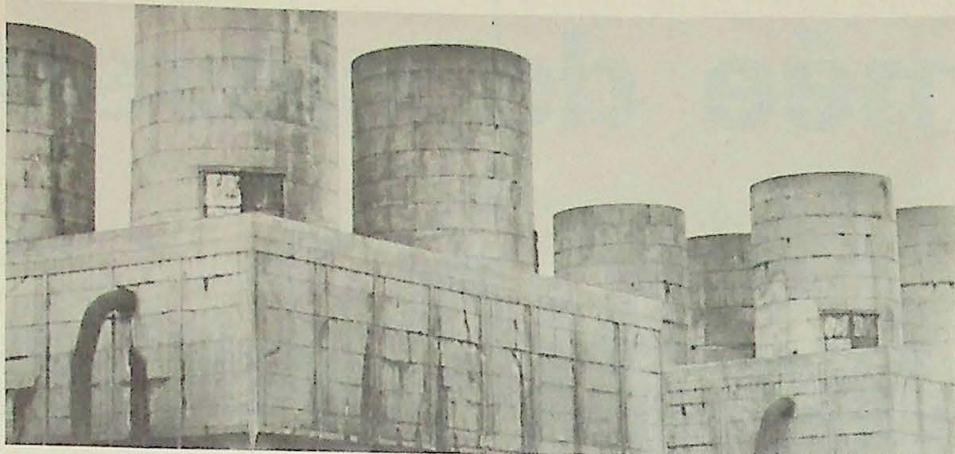
— le mouvement a été encadré par un noyau trop restreint de militants de la C.F.D.T. Au bout d'une semaine, ils étaient épuisés. Il leur a manqué un renfort.

— Les militants de la Redoute sont issus du personnel roubaixien. Or, les gens les plus combattifs de l'entreprise, les filles des Mines, ne peuvent pas militer comme les autres, et assister à des réunions. Elles demeurent à une soixantaine de kilomètres de Roubaix, sans amenées et reconduites chaque jour par 11 autocars. A leur journée de travail s'ajoutent trois, quatre heures ou plus de trajet. Mais elles peuvent discuter dans les autocars, prendre des décisions ensemble et marcher, si j'ose dire, comme un seul homme.

Malgré tous ces obstacles, les travailleurs de la Redoute ont fait preuve d'une force collective qui promet pour les luttes futures.

(1) Ainsi appelle-t-on, à Roubaix, la main-d'œuvre féminine employée dans certains ateliers et qui est recrutée parmi les familles de mineurs dans la région.

Sur le front du Nord



● A Watreloo

Aux Etablissements SOPARLAINE, draperie à Watreloo (Nord), les tisserands ont démarré lundi une grève de la production à l'appel de la C.F.D.T. Ils ont décidé de conduire chacun huit métiers au lieu de seize. Depuis l'absorption par D.M.C., la direction a réduit le personnel et augmenté la charge de travail, les ouvriers comprennent que les caderices, ça se brise.

● A Thumeries

Les 1.500 travailleurs de la sucrerie Béghin à Thumeries (Nord) ont, après une grève de cinq jours, obtenu une substantielle augmentation de salaire (10,5 % soit 22 % en un an). Figurez-vous qu'ils s'étaient rendus compte d'une différence de 16 % dans les salaires pratiqués dans l'usine Béghin de Corbehem (Pas-de-Calais). M. Béghin connaît l'art de se sucrer.

● A Roubaix

Pour la quatrième fois depuis un mois les traminois de Roubaix se sont mis en grève. Ils se plaignent d'un manque d'effectifs qui les oblige à des horaires trop longs et qui nuit au transport des usagers dans de bonnes conditions.

● A Amiens

Notre camarade Blineau, régleur de freins à la SALS (société suédoise), a été licencié brutalement, sur un motif absurde (déplacement dans l'entreprise).

L'ensemble de l'usine a riposté par une grève à 100 % qui dure depuis 15 jours (les méthodes du « socialisme suédois » ne sont manifestement pas du goût des travailleurs). La solidarité dans Amiens est organisée activement par le Secours Rouge, le mouvement est mené par le syndicat auquel appartient notre camarade : la C.G.T.

● A Cléon

« Grève bouchon » à l'affûtage pendant 6 jours. Celle-ci, grâce à la solidarité des autres ouvriers, et malgré les manœuvres de la direction (essayant de déménager les machines) a eu une issue favorable : le bon rapport de force a permis des satisfactions importantes sur les salaires.

Mais, malgré une forte combativité, et des conditions de travail de plus en plus dures (le montage de la chaîne de la « gamme basse » (1) est accéléré). Pas de mouvement d'ensemble.

A signaler, un tract de la direction stigmatisant le non-respect de la durée de la journée de travail et de sa continuité. Les menaces de licenciements mises en conclusion n'ont pas l'air d'empêcher l'insubordination en matière d'horaires et de cadences !

(1) Les R4, R8, R10.

Rectificatif

Plusieurs de nos lecteurs se sont émus de la parution dans notre page « Sur le front des luttes » (n° 466) d'un écho sur Citroën, mettant en cause la C.F.D.T. au sujet de licenciements survenus dans cette entreprise. Il s'agit bien évidemment de l'œuvre de la C.F.T. Nos lecteurs avaient bien sûr rectifié d'eux-mêmes cette malencontreuse coquille typographique. Mais suivant un vieil adage, si les choses vont sans dire, elles vont encore mieux en le disant.

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

- un an : 43 F,
- un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— ABONNEMENT D'UN AN A 43 F

Un livre (au choix) :

- Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.
- La C.G.T., par André BARJONET.
- Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

- Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F

Un livre (au choix) :

- Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).
- L'Empire américain, par Claude JULIEN (valeur 25 F).
- La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

Un disque :

- Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).



Nous présentons ici quelques extraits de l'intervention de Michel Rocard à l'Assemblée nationale. Celle-ci a été très mal accueillie par l'U.D.R. et la majorité. Elle a eu droit le lendemain à une réplique furibonde du « Figaro ». A ce titre elle intéressera certainement nos lecteurs.

Une armée de classe

Michel Rocard

La politique militaire de la majorité s'inspire de ce qu'elle appelle une certaine idée de la grandeur de la France. Nous avons contesté cette idée, car il est pour nous inadmissible de distinguer entre une « idée de la France » et les intérêts de son peuple. Nous avons combattu les intérêts sur lesquels s'appuie et que défend cette politique militaire. Mais à l'origine, dans l'état des techniques militaires de 1960, nul ne pouvait vous contester une certaine logique. Aujourd'hui, cette logique a disparu. Dépassée par les techniques étrangères, limitée par la modeste puissance de l'économie nationale, engluée dans ses contradictions que des officiers généraux n'hésitent plus à souligner publiquement, la politique militaire du régime ne reflète plus que l'impuissance d'un vieux rêve.

Crédibilité de la force de dissuasion

On connaît le corps d'axiomes qui a conduit le général de Gaulle à définir comme il l'a fait la politique militaire que continuent d'appliquer ses successeurs.

Premier axiome : l'indépendance d'un peuple se mesure à la puissance de ses armes, ce que nous croyons faux : la puissance des armes n'est que la conséquence à la fois de la puissance économique et de la cohésion sociale qui sont les facteurs d'indépendance. Mais poursuivons la logique officielle.

Deuxième axiome : la meilleure des défenses est la capacité de riposte. Celui-là est moins discutable dans le principe, mais il exige une adaptation rigoureuse de l'intention aux moyens, faute de quoi la capacité de riposte risque de n'être qu'un bluff.

Troisième axiome, qui résulte des deux autres : la France doit être en mesure de dissuader n'importe quel pays, y compris l'Union soviétique et les Etats-Unis, de la détruire, de l'envahir, ou seulement de l'en menacer. La force nucléaire de dissuasion est donc une force de riposte. Pour les responsables de notre politique militaire, il y a dissuasion effective vis-à-vis d'un pays déterminé si cette force est capable de lui infliger des pertes telles qu'elles excèdent l'enjeu du conflit. Cette capacité se mesure à la puissance des armes, mais plus encore à leurs chances d'atteindre les objectifs adverses.

Cet ensemble de principes conduit à discuter de la crédibilité de notre force de frappe dans deux domaines : celui des vecteurs et de leurs chances de toucher au but, en fonction des défenses adverses, et celui de la puissance des bombes en fonction de la nature de l'adversaire.

Bref, il faut la foi du charbonnier pour imaginer que notre (ou nos deux) S.N.L.E. (sous-marins nucléaires lance-engins) pourront dissuader l'un ou l'autre des deux Grands, et il faut une redoutable inconscience pour faire reposer toute la défense d'un pays sur l'attente d'une succession de miracles.

Tout ce dispositif était déjà discutable au moment où il fut conçu. Mais à l'époque, les mailles des filets de détection et de défense adverses étaient encore relativement larges, et il est vrai que les engins choisis cherchaient à profiter au mieux des techniques de l'époque. Mais la réalité tech-

nologique est telle que nos progrès dans l'offensive sont infiniment moins rapides que ceux des puissances que nous entendons dissuader ne le sont dans la défensive. Certains soutiennent alors qu'il faut accélérer le rythme de construction de la force nucléaire stratégique pour combler notre retard ; c'est une position parfaitement irréaliste. Pour construire une force de dissuasion sérieuse, il faudrait multiplier le nombre des S.N.L.E. par 4 ou 5, construire des fusées intercontinentales (nous n'en avons aucune contre 1.000 à 1.200 en U.R.S.S. et aux U.S.A.), constituer un réseau de missiles antimissiles, réaliser un système d'alerte par satellites : à ce prix, c'est-à-dire en multipliant les crédits militaires par 5 ou 10, on pourrait espérer dans les 5 ou 10 ans une force adaptée à la situation actuelle, mais qui serait peut-être dépassée en 1980, cependant que le pays épuisé se serait effondré.

Rien ne pourrait maintenant nous permettre de construire une force susceptible de dissuader les Grands. Les hommes au pouvoir ont cru que le progrès s'arrêterait en 1960. Nous avons alors quinze ans de retard et ils ont pensé qu'un effort considérable permettrait en 15 ans de le rattraper. En fait, les techniques ont évolué à un rythme toujours accéléré ; au lieu de se combler, le fossé s'est élargi entre les Grands et les autres, et notre retard reste au moins aussi grand qu'il l'était il y a dix ans.

Dans cinq ans, quoi qu'on fasse, l'écart sera encore supérieur.

En réalité, il faut quitter le domaine de la technique militaire, où la position gouvernementale est absolument intenable, pour aborder les questions plus politiques.

Notre force de frappe est inefficace vis-à-vis des Grands nucléaires, qui ne verront jamais en elle une menace capable d'influencer en quoi que ce soit leur politique.

En revanche, elle n'est pas inefficace vis-à-vis des pays non nucléaires. Mais dans ce domaine, trois constatations sautent aux yeux.

La première est que dans l'hypothèse où il paraîtrait nécessaire à un gouvernement français toujours tributaire de l'affreuse logique de la dissuasion, de dissuader un pays non nucléaire susceptible de nous agresser, les bombes actuelles, déjà beaucoup plus puissantes que celle d'Hiroshima, y suffiraient largement. Il n'est pas non plus besoin de bombe H ici, et cette partie de la loi programme apparaît encore plus absurde que le reste, ce qui n'est pas peu dire.

La deuxième remarque pose un tout autre problème ; elle consiste à se demander si nous conservons la liberté d'exercer un chantage nucléaire sur une puissance moyenne : il est peu vraisemblable que les deux Grands restent indifférents devant une menace de changement de l'équilibre mondial et devant l'inconnue que provoquerait le risque de déclenchement d'un conflit nucléaire, même limité.

Il faut voir les choses concrètement : si la France menaçait d'utiliser les S.S.B.S. contre l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne de l'Ouest, il y a toutes chances pour que l'U.R.S.S. ou les Etats-Unis (et peut-être les deux, comme lors de la crise de Suez) interviennent pour imposer une solution négociée. Et le fait que nous soyons détenteurs de la bombe H plutôt que de la bom-

be A n'y changera rien. Comme nous serions incapables de résister à la pression militaire de ces deux pays, nous ne pourrions que nous incliner devant cette décision.

A moins, bien entendu, que le gouvernement français préfère passer outre et utiliser effectivement ses armes. Ce serait alors une décision de suicide et peut-être l'amorce d'un cataclysme mondial. Je préfère penser qu'il ne commettrait pas cette folie.

Absurdité diplomatique, incohérence entre la diplomatie et la stratégie : voilà où le régime est conduit.

Il n'y a pas de logique de l'indépendance nationale et de la dissuasion. Ce régime vit au contraire dans la plus totale inconséquence, et se conduit comme l'enfant mal élevé qui veut tout à la fois afficher son mauvais caractère et faire « comme les grands », ce qui l'entraîne à des décisions parfaitement inconsidérées.

Il y a plus grave encore. L'existence d'armes nucléaires sur notre sol fait de la France un enjeu dans tout conflit entre les deux grandes puissances. Elles ne pourraient subsister près d'elle une force atomique capable de faire pencher la balance en faveur de l'un ou de l'autre en se portant à ses côtés au dernier moment. En cas de guerre qui ne nous concernerait pas directement, il nous faudrait donc soit prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, soit accepter que notre neutralité soit contrôlée sur place par les adversaires. Votre décision de construire une force de frappe aboutit à une bien curieuse conception de l'indépendance nationale.

La réalité de notre défense

Il est clair que les moyens d'une dissuasion nucléaire réelle ne sont pas à notre portée. Il est non moins clair que nous ne sommes pas encore parvenus à l'ère de la paix mondiale garantie par une force de police internationale respectée partout.

L'hypothèse de conflits concernant la France reste donc une hypothèse à examiner. Cela conduit à poser plusieurs questions.

La première est celle de la défense antimissile. Le projet qui nous est soumis ne prévoit rien à cet égard.

La deuxième question concerne nos moyens de défense militaires contre des menaces classiques.

Il est hors de question que nous puissions tenir quantitativement dans un affrontement d'artillerie nucléaire tactique. Nous serons donc immédiatement amenés aux armes stratégiques, et seront par là même candidats à la destruction finale de la France. Et s'il s'agit d'un pays non lié à un bloc nucléaire, où sévirait quelque nouvel Hitler, il faut savoir si oui ou non la France s'octroie des missions de police internationale. Dans la négative, qui est en principe la doctrine officielle, l'armement stratégique existant suffit bien au-delà du nécessaire à exercer une très réelle dissuasion sans que nous ayons besoin d'en passer par l'affrontement des corps de bataille.

La seule situation sérieuse est l'autre, celle d'une France se bornant à s'occuper de ses propres affaires, mais envahie,

"LE GOUVERNEMENT
N'ALIMENTE PAS DE CONFLITS
NI DES PAYS QUI SONT EN
GUERRE"



Or, l'armement nucléaire tactique ne peut pas ne pas être gravement préjudiciable aux populations civiles, que l'on entend pourtant défendre. Dans une telle hypothèse, c'est la possibilité d'une mobilisation populaire très générale pour le combat rapproché qui est la seule solution réaliste.

Il y a donc une discontinuité profonde entre les armements classiques et les armements nucléaires. Ces derniers, et le fait qu'ils soient tactiques ou stratégiques ne change finalement pas grand-chose, ont une logique d'emploi qui dépasse à la fois les moyens et les responsabilités de la France.

Le choix du gouvernement a donc été clair. Tout est sacrifié à l'armement nucléaire, y compris l'armée classique, qui ne peut guère dépasser le stade de la figuration.

Dans ces conditions, pourquoi maintenir la conscription ? A quoi sert le contingent ? Il faut parler de la signification politique et sociale de l'instrument militaire.

Il est un autre aspect du rôle de notre instrument militaire. C'est son aspect colonial. Les intérêts que nos forces ont défendus voici quelques années au Gabon, qu'elles défendent aujourd'hui au Tchad au prix d'un milliard ancien par mois sans que le Parlement et à travers lui l'opinion n'aient été saisis ni même correctement informés, ne sont ni les intérêts du peuple français, ni ceux des peuples gabonais ou tchadiens. Il faut récuser toute mission d'intervention outre-mer assignée à nos forces, qu'il s'agisse d'Etats formellement indépendants mais encore soumis à notre domination économique, ou qu'il s'agisse de départements ou territoires dans lesquels la France est encore puissance coloniale.

Malgré leur gravité, ces questions ne sont pas les plus inquiétantes que se posent les socialistes.

La plus fondamentale est celle des intérêts que sert l'armée dans le pays même, et de son rôle social. Nous avons coutume de parler d'une armée de classe, mais ce vocabulaire peut vous être étranger.

Le rôle véritable que l'on fait jouer à l'armée consiste à remplir trois missions qui ne devraient pas être les siennes :

— La première est de servir d'appoint au capitalisme en exécutant gratuitement

certaines tâches indispensables : que ce soit la lutte contre la marée noire ou les incendies de forêt, la coopération technique en faveur des pays surexploités d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Extrême-Orient, que ce soit l'instruction des analphabètes ou, comme quelques bons esprits le proposaient récemment, la création d'un service féminin pour fournir une main-d'œuvre gratuite aux hôpitaux, aux crèches ou aux hospices, il s'agit toujours de travaux nécessaires, exigeant une main-d'œuvre nombreuse et auxquels les mécanismes capitalistes ne pourraient pas faire face parce qu'ils ne procurent aucun profit.

— La deuxième mission de l'armée est d'ordre idéologique : le but que l'on se propose est de créer le plus vite possible des réflexes de respect de l'ordre établi, des valeurs reconnues par le port des galons, et surtout des mécanismes d'obéissance aveugle. La France a sans doute le triste privilège d'être le dernier pays évolué où l'on interdise aux soldats des choses aussi essentielles que les libertés les plus élémentaires théoriquement reconnues aux citoyens depuis près de 100 ans. C'est sans doute un des derniers pays dits civilisés où la simple expression d'opinion non conformiste soit sauvagement réprimée, comme c'est le cas par exemple au Fort d'Aiton, et où la justice professionnelle peut infliger des sanctions pénales sans appel possible à des juridictions civiles.

— Enfin, l'armée est chargée de la mission suprême d'intervenir dans les luttes politiques, lorsque la classe dirigeante est menacée de perdre le pouvoir. L'armée a, en France, une longue tradition d'intervention dans la vie politique et sociale du pays, depuis la répression des grèves au XIX^e siècle jusqu'aux putsches dont le dernier en date remonte au 13 mai 1958 ; depuis le remplacement des gardiens de musées ou des éboueurs en grève jusqu'à la menace d'intervention des chars de Massu en mai 1968.

Cette vieille tradition, non seulement le gouvernement ne veut pas l'abandonner, mais il entend au contraire la renforcer puisqu'aux dires de M. Bousquet (dans son rapport déjà cité, page 90), M. Debré, ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, aurait déclaré à la fin de 1969 :

• La D.O.T. est organisée pour éviter

tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en mai 1968. »

Dès lors, il ne saurait être question d'armer le pays selon ses structures économiques et sociales.

Conclusion

On a peine à croire que ce constat de faillite reflète notre situation réelle ; et pourtant, tout cela est parfaitement logique.

La mission primordiale de la Défense nationale, c'est de maintenir le droit pour l'ensemble des gens qui vivent dans un pays de s'organiser comme ils le veulent, c'est d'assurer d'abord l'indépendance économique de la communauté.

A quoi servent des forces armées, que restera-t-il à défendre dans un pays dont le gouvernement n'a pas d'autre préoccupation que de livrer des secteurs essentiels de l'économie à des firmes multi-nationales, dans un pays dont le Premier ministre doit pour une élection législative, aller mendier son investiture auprès d'un industriel étranger ?

Dans une pareille situation, le gouvernement ne peut faire que ce qu'il fait actuellement : reconnaître qu'il ne peut avoir aucune politique étrangère ou militaire indépendante, donner à l'armée un rôle de maintien de l'ordre intérieur contre ceux qui pourraient se rebeller contre leur condition de domestique et pour le cas où surgirait un danger extérieur, se borner à organiser la déroute.

Une défense populaire, cela existe. Cela est pratiqué par un certain nombre de pays, parmi lesquels la Yougoslavie, la Suisse, la Suède, le Vietnam, nous donnent des exemples différents, mais tous riches d'enseignements. Encore faut-il que le gouvernement la veuille et que la confiance règne entre le gouvernement et le peuple. Faute de cette condition, il n'y a pas de défense.

Vous comprendrez qu'à nos yeux, il n'y a pas de politique militaire. Le projet de loi programme n'organise pas la défense de la France. Il est à rejeter en bloc, il ne mérite pas d'être discuté.

Et si, posant la question préalable, je vous donne l'impression d'être assez seul dans cette enceinte, ne commettez pas l'erreur de croire que ce que je viens de dire n'a pas l'appui d'une majorité des travailleurs et de l'opinion.



Toutes les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Un coup à droite, un coup à gauche



« La rupture du dialogue se traduirait inévitablement par un renversement. Et cela, je ne le ferai jamais ! »

L'homme qui parle : Alain Savary. Le dialogue dont il est question : celui du Parti Socialiste avec le P.C.F.

Cette prise de position est tirée d'un dossier sur l'avenir de la gauche publié par « Témoignage Chrétien » dans son numéro du 8 octobre. Comme le montre la phrase que nous avons citée, le ton de Savary est net. Ses prises de position pour le socialisme et contre toute

tractation électorale avec les réactionnaires sont également franches ; on retrouve ici le son de cloche du Plan d'action socialiste. On souhaiterait rester sur cette impression de fermeté relative.

Hélas, dans le même temps, on apprend que les députés du Parti Socialiste tergiversent devant la demande de Servan-Schreiber de s'apparenter à leur groupe à l'Assemblée Nationale. On apprend également que le Parti Socialiste va rencontrer le Parti Radical pour préparer des alliances municipales. Alors, comment s'y retrouver sous une telle douche écossaise ?

Contre la réouverture des maisons closes

Les groupes révolutionnaires parisiens risquent de trouver prochainement matière à la création de nouveaux comités de défense. En effet, certains parlementaires semblent s'être donnés pour tâche d'obtenir la réouverture des Maisons de tolérance. Faudra-t-il se battre pour empêcher un nouvel emprisonnement de « ces dames », comme les appelle M. Jacques Médecin, le député-maire de Nice, chaud partisan de ce projet, qui précise : « Ainsi un contrôle fiscal pourrait aisément s'instaurer car, comme maire de la ville, je pense toujours à l'équilibre de mon budget. » On ne saurait mieux dire que, dans la société où nous vivons,

chaque individu est une chose qui peut être « manipulée » à satiété. La société capitaliste sécrète les relations entre les hommes et la prostituée, non contente d'être déclassée, doit, comme toute chose, devenir « rentable » ! En ces temps de « vérité des prix » et d'industrialisation, verra-t-on bientôt le Ministère du Plan prescrire que les Programmes de Modernisation et d'Équipement des agglomérations devront comporter, en cas d'implantation d'une nouvelle usine, outre les logements et les écoles, ces nouvelles « maisons spécialisées » à l'exemple des « Eros Center » en Allemagne ?

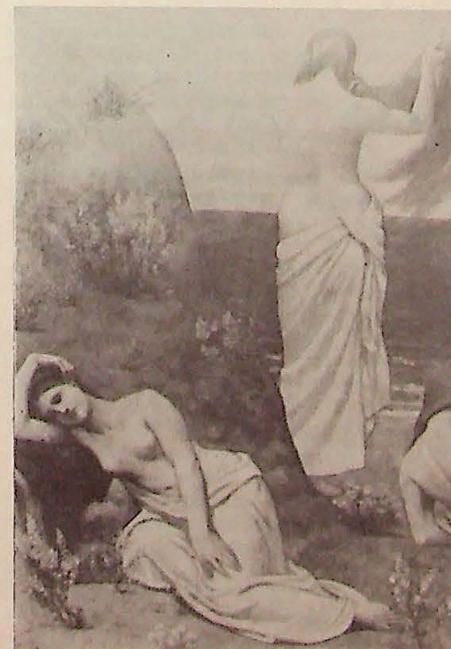


La face cachée de la télévision

Sylvette Cabrisseau est une fille qui n'a pas froid aux yeux. Pensez donc ! une Antillaise qui n'aime pas que des policiers la brutalisent et qui ose croire qu'elle peut se permettre ce que d'autres se permettent. Dans une société où la nudité féminine se vend bien et sert d'appât pour la vente de marchandises qui, elles, sont frelatées pour une large part, elle n'a pas hésité à vendre au « Nouvel Adam » et à « Ici Paris » des photos de sa personne dans le plus simple appareil. C'est évidemment un comble pour les « Tartuffe » de tout poil qui sévissent à l'O.R.T.F. Une présen-

tatrice de la Télévision ne doit bien sûr pas donner de mauvaises pensées aux jeunes téléspectateurs (et aux moins jeunes). Elle ne peut être autre chose qu'un sourire à la commande. Elle n'a pas à chercher ce luxe, ces moyens financiers faciles, cette vie de rêve qu'on inculque aux filles d'aujourd'hui et qu'elle est censée incarner.

Non vraiment cette pauvre Sylvette n'est pas morale. Ce qui est moral, c'est de chloroformer les téléspectateurs à longueur de soirée avec n'importe qui et n'importe quoi. Le monde ne doit pas être vu tel qu'il est, ça serait trop horrible.



Le P.S.U. quitte le Cartel Transports

Au cours de la dernière réunion du Cartel Transports les représentants du P.C.F. et de la C.G.T. ont maintenu leur veto quant à la participation de la fédération des comités usagers des transports en commun de la région parisienne au Cartel.

Devant ce refus les fédérations du P.S.U. de la région parisienne se sont retirées du Cartel.

En effet, si nous avons participé avec intérêt aux réunions constitutives du Cartel qui témoignent de la volonté des organisations ouvrières politiques et syndicales d'intervenir sur un problème important pour les travailleurs, nous ne saurions admettre un tel refus qui entre en contradiction avec notre conception de l'action et de l'unité.

Il nous semble décisif, aujourd'hui, d'avancer des mots d'ordre qui assurent une mobilisation des travailleurs à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises. L'action menée à ce jour par la Fédération des comités d'usagers montre qu'elle est, de fait, partie intégrante du front à mettre en œuvre sur ce pont.

Le meeting organisé par la Fédération, seule, en juillet à la Mutualité, le succès incontestable de son livre noir des transports de la région parisienne auraient dû dissiper toutes les objections sur la représentativité de la Fédération qu'ont invoquée le P.C.F. et la C.G.T.

Les raisons de leurs refus sont tout autres :

— C'est la volonté de ne pas associer une organisation ayant d'ores et déjà engagé un important travail de masse vers les travailleurs.

— C'est l'exclusive implicite portée contre les militants de lutte ouvrière qui participent aux comités d'usagers, sous le seul prétexte de leur appartenance à une organisation révolutionnaire.

Les Fédérations de la région parisienne du P.S.U. quittant le Cartel, ont refusé cette conception de l'unité et de l'action.

Des G.A.M. pour quoi faire ?

Georges Goutcharoff

La IV^e rencontre nationale des Groupes d'Action Municipale (G.A.M.) vient de se tenir à Grenoble. Elle a permis de mieux cerner à la fois la valeur et les limites de tels groupes dont la multiplication accélérée au fur et à mesure que l'échéance municipale de mars 1971 se rapproche n'est pas sans poser de nombreux problèmes aux partis politiques.

Aux alentours de 100 groupes existent théoriquement ; une bonne moitié peut être considérée comme ayant une vie réelle. Trente cinq d'entre eux se sont réunis à Grenoble.

Ce qui frappe encore plus que dans le passé, c'est l'extrême diversité de leur démarche. Certains G.A.M., surtout parmi les plus anciens, sont des lieux de mise au travail en commun d'hommes politiques et de non-politiques, sur les problèmes concrets d'une cité. D'autres sont des lieux de rencontre de la « gauche non communiste » qui là comme ailleurs se cherche depuis des années sans se trouver. D'autres sont des centres d'animation locale créant des commissions d'étude, organisant des conférences. Ils sont en somme assez voisins des « clubs » qui eurent leur heure de gloire dans la vie politique. D'autres rêvent d'appliquer dans leur ville la « recette grenobloise ». D'autres enfin ne sont que de simples machines électorales, prêtes à faire flèche de tout bois pour propulser leurs dirigeants lors de la prochaine consultation. Et, pour simplifier les choses, la plupart d'entre eux connaissent une confuse superposition de ces différents objectifs !

On comprend que malgré l'effort sincère des « têtes pensantes » des G.A.M. les plus anciens et les plus importants, il soit à peu près impossible de traiter globalement du phénomène. Les G.A.M. ont mis en place, depuis un an un « collectif national de coordination », organisme de liaison qui n'a naturellement aucun pouvoir pour négocier en lieu et place d'un G.A.M. quelconque. On rencontre là une première contradiction : un foisonnement à la base, avec force ambiguïtés ; quelques dirigeants qui s'efforcent d'orienter, de distribuer un label, de distinguer parmi les G.A.M. le bon grain de l'ivraie. Cet effort peut être sympathique. On ne voit pas très bien comment il pourrait totalement aboutir à une attitude cohérente face à l'échéance électorale. On comprend pourquoi, lors d'une rencontre récente entre une délégation du Bureau national du P.S.U. et une délégation du

« collectif national des G.A.M. », il a été convenu, d'un commun accord, qu'aucune attitude nationale globale n'était possible et que les deux parties examineraient au coup par coup, ville par ville, si les convergences sur le fond et la pratique des hommes permettaient d'envisager une action commune.

Autre contradiction : la volonté des G.A.M. réunis à Grenoble, d'avoir une expression nationale, face aux partis, sans pour autant devenir un nouveau mouvement politique. Il est vrai que depuis quatre rencontres la « doctrine » des G.A.M s'est sans cesse précisée et sans cesse enrichie. On peut même dire qu'elle a sans cesse « gauchi », adoptant cette fois sans ambages « l'option socialiste », la condamnation de l'apolitisme municipal et du technocratism et le « contrôle ouvrier dans les entreprises ». Mais on se demande comment ces excellents principes vont s'incarner au niveau de la stratégie et de la tactique, quand, dans le même élan les G.A.M. érigent le pragmatisme en principe et que l'on sait qu'un certain nombre de G.A.M. ont déjà sur le terrain des « contacts » contradictoires.

Deux facteurs font pourtant essentiellement la valeur des G.A.M. D'une part leur « pédagogie ascendante », selon la terminologie du courant, c'est-à-dire une méfiance pour le verbalisme et les idéologies et une grande attention à la vie quotidienne et au concret. Ils peuvent apporter à la vie locale une dimension de sérieux et de liens réels avec la population qui manque le plus souvent aux états majors des partis traditionnels. Ce souci rejoint une pratique constante des équipes locales du P.S.U. Notre campagne sur le « cadre de vie » parlait précisément de ce souci d'appréhender les travailleurs dans les réalités de leur vie et de leur faire découvrir patiemment la dimension politique de ces problèmes.

Par ailleurs les G.A.M. se sont formés pour la plupart à partir de la carence des partis traditionnels, contre le conservatisme des notables, y compris des notables de gauche, contre leur pauvreté d'imagination, leur sclérose ou leur complicité avec le système. Là aussi cet effort rejoint l'un des aspects importants du combat du P.S.U. Dans un certain nombre de villes, nous pouvons bousculer en commun le ronron tranquille des gens en place. Peut être la violence du P.C. à l'égard des G.A.M. n'est-elle pas étrangère à cette remarque.



C'est essentiellement pour ces deux raisons que le P.S.U. a loyalement joué le jeu des G.A.M. Des militants P.S.U. sont engagés dans de nombreux G.A.M. Inversement de nombreux militants des G.A.M. se sont lentement acheminés vers l'adhésion au P.S.U. Il faut d'ailleurs remarquer une politisation rapide des G.A.M. avec un nombre croissant de « doubles appartenances ». Au niveau national, nous avons largement joué le rôle d'ob-

servateur non-muet que les dirigeants des G.A.M. nous avaient assigné, cherchant chaque fois à enrichir les textes et à apporter des propositions constructives.

Cette convergence certaine ne lève pas toutes les ambiguïtés, loin de là. Mais elle permet de penser que nous pourrions nous retrouver sur le même terrain de lutte, au moins dans un nombre significatif de villes.

Rien à faire

Robert Chapuis

Les nécessités politiques et syndicales ont amené la C.G.T. à durcir son attitude à l'égard des militants du P.S.U. et des autres courants révolutionnaires. Aux déclarations écrites et orales de Séguoy ont correspondu diverses initiatives, telles que la lettre du S.N.E.T.P. ou celle de l'U.D. de l'Isère (1). Gérard Alaphilippe, membre du Parti communiste, secrétaire général adjoint du S.N.E.S. et animateur de la tendance « Unité et Action » dans la F.E.N. n'a pas voulu être en reste. Dans « l'Université Syndicaliste » du 23 septembre 70, il consacre la moitié d'un article sur les Conseils d'administration à clouer au pilori ceux qui en mai-juin 68 parlaient de « pouvoir étudiant ou pouvoir lycéen à côté d'un pouvoir ouvrier ou d'un pouvoir paysan » et ceux que « récemment on vit demander que soit dressé le bilan de ce qu'avaient obtenu les C.A. ».

Les militants du P.S.U. n'ont pas manqué de se reconnaître et de se souvenir. Ils se sont souvenus notamment du rôle joué par la direction actuelle du S.N.E.S. dans ce qu'Alaphilippe appelle « un immense mouvement de réflexion et de remise en cause » et que nous avons vécu, nous, comme un mouvement révolutionnaire — mais sans débouché politique. Quand ils entendent dire en septembre 70 que « le problème réel était celui du pouvoir, tout court, du pouvoir réel, le pouvoir d'Etat », ils se souviennent qu'en mai 68 le S.N.E.S. s'était contenté de canaliser le mouvement vers des revendications corporatives et catégorielles. Ils se souviennent enfin qu'en septembre 68, le S.N.E.S. avait présenté le décret sur les Conseils d'administration comme une grande victoire syndicale et avait mobilisé tout le syndicat autour de ces organismes dont Alaphilippe dit maintenant qu'« il ne faut pas oublier qu'ils existent depuis plusieurs décennies ».

Comme une baudruche

Depuis deux ans, toutes les illusions sont tombées. En jouant le jeu de la participation, en appuyant le réformisme de la « démocratie avancée », le syndicalisme enseignant a perdu sur tous les tableaux : il n'y a pas de réformes, les conditions de travail se dégradent, le statut des enseignants est mis en cause (suspensions arbitraires, mutations d'office, difficultés croissantes pour les auxiliaires et les remplaçants), le pouvoir profite des négociations (désamorce des grèves de fin avril 70), le ministre renforce son contrôle (rentrée anticipée, circulaires répressives, carte scolaire sélective). Il n'y a plus de ligue syndicale et la plateforme revendicative, gonflée comme une baudruche, paraît se résumer dans la revendication éminemment « unitaire » de l'augmentation générale du budget de l'Éducation nationale.

Chacun sait qu'à la base l'action syndicale a été mangée par les tâches de participation et de concertation. Comment justifier qu'elle figure encore au menu de 70-71 ? Alaphilippe s'y est essayé en trois temps :

1. — « Depuis deux ans l'amicalisme a connu une déroute à peu près complète. La grande majorité des élus du personnel dans les conseils sont membres du syndicat de la F.E.N. et sont comptables de leur mandat devant leurs organisations. »

Or, au contraire, dans de nombreux établissements, amicalisme et syndicalisme se confondent, comme en témoignent bien des listes d'union (y compris face aux groupes « autonomes »). D'autre part, les membres de la F.E.N. élus à un C.A. ne sont pas plus comptables devant leurs organisations qu'ils ne le sont devant leurs électeurs : connaît-on beaucoup de réunions avec comptes rendus de mandat ?

2. — Le syndicat perdrait, à suivre les partisans du boycott, tout à la fois une grande partie de son audience, une source d'information utile, une tribune pour faire connaître et défendre les positions syndicales, une occasion de contact avec les autres catégories représentées. »

Les trois derniers apports peuvent résulter d'une action syndicale sérieuse. Le seul argument valable concerne l'audience du syndicat : il est certain qu'en jouant le jeu de la participation, un syndicat enseignant peut réunir plus de monde autour de lui qu'en ne le jouant pas. Le problème est de savoir s'il vaut mieux se conformer à une masse informe ou permettre une prise de conscience de la masse sur les positions syndicales. Si le syndicat n'est plus un organe d'action, mais une institution d'encadrement, on n'est pas loin de l'intégration et du corporatisme. La direction du S.N.E.S. a senti le danger : alors elle utilise la bonne vieille méthode jésuite, la casuistique, comme le prouvent les conclusions d'Alaphilippe :

3. — « La présence des élus syndicaux n'est en aucune façon « inconditionnelle » : elle a pour but de mener, sur un terrain qui ne saurait être privilégié, une action qui doit prendre appui sur la lutte syndicale de masse. »

Le malheur veut que si l'on prend cette formule au pied de la lettre, on ait quelque chance de se casser proprement la figure ! On cherche en vain cette lutte de masse qui doit servir d'appui...

Lutte de masse contre démocratie avancée

En parcourant le même numéro, on croit l'avoir trouvé. Enfin ! Le titre : une des préoccupations majeures du S.N.E.S., l'auxiliaire. Il vaut la peine de citer la conclusion de cet article :

« Ce n'est pas en essayant d'isoler la lutte pour la défense des M.A., ni en remettant

luttons étudiantes



en question les objectifs du syndicat, que l'efficacité nécessaire sera atteinte.

Nous n'obtiendrons satisfaction que si notre action, quelle qu'elle soit, associe au maximum l'ensemble des enseignants et leurs alliés possibles, en particulier les parents d'élèves.

Cette lutte d'ensemble, le S.N.E.S. l'a proposée et organisée lors de son Conseil national de juin puis de septembre. Mais l'auxiliaire n'est pas un problème propre au second degré long. (Les M.A. non licenciés en exercice dans les C.E.T., les C.E.G. ou les C.E.S., qui pourraient être intégrés dans les cadres de C.E.G., instituteurs suppléants, etc.). Seule une solution globale peut être satisfaisante. Celle-ci ne sera trouvée que si, comme le demande le S.N.E.S., une lutte commune, à partir d'une position également commune, est menée par l'ensemble des syndicats concernés de la F.E.N. et par la F.E.N. elle-même. »

On devine la suite (non écrite) : la F.E.N. ne pourra définir une action efficace que dans le cadre du C.N.A.L., avec l'appui des organisations ouvrières et démocratiques, dont l'union seule permettra la victoire. Voilà comment l'auxiliaire devient un point d'appui de la lutte pour une « démocratie avancée »...

Nous n'avons pas la même conception de la lutte syndicale de masse. Nous pensons que c'est la masse des auxiliaires et celle des titulaires qui doivent entrer en lutte et que le syndicat a pour rôle de servir cette lutte. Nous la croyons possible et nécessaire pour développer le mouvement révolutionnaire à l'Université et accroître la force du mouvement ouvrier et paysan.

La lutte de masse pour tous ceux — travailleurs, enseignants, lycéens, étudiants — qui sont concernés par l'Éducation nationale, implique d'abord que l'on échappe au piège de la participation. Ce piège a deux entrées :

— l'une qui majore ce problème et en fait le seul axe d'une lutte de masse : c'est se condamner à vivre sur la défensive sur un terrain où l'adversaire, lui, ne se compromet guère.

— l'autre qui le minore et fait croire que l'on peut jouer longtemps impunément au petit jeu de critiquer l'administration tout en administrant soi-même. Les « radicaux » étaient passés maître dans ce jeu : seront-ils battus, là aussi, par les communistes ?

Bloquer l'institution

Pour ne pas tomber dans un piège, le mieux est de ne pas trop tourner autour, une fois qu'on l'a repéré : il n'y a rien à faire dans les Conseils d'administration. La résolution votée aux Assises de mai 70 disait nettement :

« Au lieu de nous laisser enfermer dans des organes de participation, il est nécessaire de créer à l'extérieur les conditions d'une réponse offensive à la politique gouvernementale. Quatre conditions doivent être remplies :

1. — Une capacité d'explication du bilan de la participation vis-à-vis de l'extérieur.
2. — Une capacité de situer les responsabilités de l'administration.
3. — l'existence de liaisons organisées entre lycéens, enseignants, parents et agents et la classe ouvrière en général.
4. — Création des conditions d'une action de masse (meeting, grève, manifestation, etc.).

Les Assises demandent aux militants du parti d'entreprendre une vaste campagne contre la participation pour la rentrée 70-71.

...Dans le Secondaire... ils ne devront plus participer effectivement aux organes de la loi Faure partout où de véritables luttes de masse se sont développées et où le rapport de forces est favorable au développement de telles luttes (en particulier dans les grands lycées). De même les militants isolés ne devront pas « participer » pour ne pas servir de caution de gauche.

Là où la prise de conscience n'a pas encore été permise, le retrait des organismes de participation doit être l'objectif stratégique impératif des militants pour l'année 1970-71. »

Pour que rien ne se fasse dans les C.A., il faudra parfois que certains acceptent d'y être (pour la défense des élèves, leur liberté d'expression et d'organisation, la recherche de positions communes parents - enseignants - lycéens). Ils ne sauraient siéger que sur les seuls points où ils se sont engagés, dans la volonté de bloquer l'institution et non de la faire réussir. Ils agiront alors sous le contrôle politique d'une section ou d'une fédération. Car la conduite naturelle d'un militant révolutionnaire sera de ne pas noyer son action dans les équivoques et la procédure : la lutte de masse ne passe pas à travers les C.A., mais en dehors.

Il suffira bien souvent de tirer un bilan de ce que le C.A. a permis d'obtenir pour prouver son inutilité. Le même bilan montrera que l'action syndicale a été gênée quand elle n'a pas été étouffée purement et simplement. La leçon sera simple : seule la lutte syndicale de masse peut permettre d'obtenir des victoires, d'une façon locale ou générale. Il n'y a pas d'autre impératif que d'en assurer la relance sur le terrain, à partir des conflits réels, sans attendre le jour béni où l'union des forces ouvrières et démocratiques fera pleuvoir des roses sur les âmes universitaires.

(1) Cf. Tribune Socialiste no 466 et 467.

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE ET IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS 15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Viols et fléchettes

Jacqueline Giraud

Phan Quoc a 19 ans. Il habite Vinh Quang, un petit village du Vietnam Nord, juste au-dessus de la zone démilitarisée qui marque la frontière avec le Sud.

Le 24 mai dernier, au petit matin, avec huit compagnons, il rentrait de la pêche. Sans crainte, puisque le gouvernement Nixon s'est formellement engagé à cesser les bombardements contre le Nord-Vietnam.

Harpon

Soudain, un avion tourne au-dessus de la petite barque qui accoste. Et c'est l'attaque. Avec une nouvelle arme inventée par les Américains pour terroriser les populations civiles : la bombe à fléchettes. Des dizaines de petits « harpons » jaillissent et transpercent quatre pêcheurs. Phan Quoc est le plus gravement atteint : une fléchette lui a traversé la poitrine avant de se ficher dans l'épine dorsale. A l'hôpital d'Hanoï, on a pu extraire le projectile, non réparer les dommages internes qu'il a produits. Phan Quoc ne vivra pas mieux.

Depuis, les Américains ont accompli 19 raids semblables au Nord-Vietnam. Avec une arme qui, pour être meurtrière, n'a pourtant aucun intérêt militaire. C'est qu'elle vise plus à « l'action psychologique » sur le moral des civils vietnamiens.

En même temps qu'ils inaugurent cette arme barbare, les Américains continuent de larguer des bombes à billes et de tirer des salves de roquettes. Toujours sur le Nord-Vietnam. Or Nixon jure qu'il n'y a plus que des opérations de « reconnaissance ».

Gaz et défoliants

Au Nord, il s'agit d'incursions brèves pour rappeler aux populations que l'oncle Sam est toujours là, tout près.

Mais au Sud, raconte le Pr. Alexandre Minkowsky, de retour d'Hanoï, c'est la destruction lente et légalisée de toute la population que poursuivent les Américains. Lente, parce qu'elle se fait aussi bien à coup de bombardements qu'à force d'épandre des défoliants, ou d'emplir des abris de gaz toxiques. Interdit depuis le 1^{er} janvier aux Etats-Unis, parce qu'il est prouvé qu'il est plus nocif pour l'embryon que la célèbre thalidomide, le défoliant 2-4-5 T est toujours utilisé au Vietnam. Dans un discours devant le Sénat américain, le sénateur S. Young l'a dit publiquement : « A l'heure actuelle, le Pentagone avoue avoir poursuivi l'utilisation de substances toxiques chimiques au Vietnam, en dépit du fait qu'il se rend ainsi coupable d'une action inhumaine qui peut vouer toute

une génération future à des malformations congénitales. » A la lente destruction des hommes s'ajoute celle de leurs ressources naturelles. Selon un groupe de biologistes californiens : « Dans de nombreux endroits, le sol s'est durci lors des destructions du couvert foliaire et devient une substance pierreuse aussi dure que les moellons ayant servi à l'érection du temple d'Angkor-Vat. »

Le 30 août encore, des soldats américains ont pu, impunément, violer deux paysannes vietnamiennes qui en sont mortes.

Rien d'étonnant, dès lors, si, comme le constatent amèrement les journaux américains, l'anti-américanisme s'accroît. L'ambassade américaine à Saïgon a dû recommander à son personnel « d'aller en compagnie de deux et de l'informer sur ses déplacements ».

Comme le faisait remarquer Mme Binh, le 24 septembre, à la Conférence de Paris, si le gouvernement Nixon est aussi soucieux qu'il le dit de la sécurité des Américains au Vietnam, la solution est simple : il lui suffit de négocier sur la solution globale en dix points proposée par le G.R.P. au Sud-Vietnam.

Répression à Saïgon

Anne-Marie Lefranc

Tandis que M. Nguyen Cao Ky s'envolait vers les Etats-Unis pour y défendre la cause des « éperriers », le gouvernement saïgonnais intensifiait la répression contre tous ceux, travailleurs, journalistes ou étudiants qui, de plus en plus nombreux, réclament sa destitution.

Pour protester contre la détention de trois de leurs leaders, les étudiants en médecine ont entrepris, le 24 septembre, une grève de la faim de 24 heures. Les meetings et les manifestations se succèdent, largement suivis par la population.

En riposte, le gouvernement incarcère les manifestants, poursuit les journaux. Dans le cours du seul mois de septembre, 20 journaux ont déjà été saisis.

Parce que les pensionnés et invalides de guerre saïgonnais manifes-

taient hautement leur hostilité à l'administration de Nguyen Van Thieu et Tran Thien Khiem, celle-ci les a matés par la force, en faisant attaquer aux blindés l'hôpital militaire de Nha Trang.

La population de Saïgon pense pourtant que M. Nixon était bien aise de n'être pas aux Etats-Unis pour accueillir M. Ky, cet allié encombrant que l'Associated Press qualifie de « mauvais garçon de la scène politique sud-vietnamienne ! »

Mais à la conférence de Paris, le représentant de M. Nixon juge toujours inadmissible que Mme Nguyen Thi Binh demande aux Américains de ne plus maintenir, contre la pression populaire, cette « administration fantoche qui se montre de plus en plus belliciste et

fasciste ». Mais qui sert si bien la « vietnamisation de la guerre », chère à M. Nixon.

Or, c'est un sénateur américain, E.S. Mustrie, qui le dit : « Les Etats-Unis, sous Nixon, sont en train de s'engager dans un chemin interminable, à la recherche d'une victoire militaire impossible. Le plan de « vietnamisation » de Nixon est une formule de prolongation de la guerre, car il est, par essence, une stratégie pour la poursuite de la guerre. »

En manifestant peu d'empressement à saluer M. Ky, M. Nixon ne fait qu'imiter les « caïds » des romans noirs américains qui, soucieux de leur respectabilité, ne reçoivent pas leurs tueurs chez eux.

Le nationalisme bourgeois dans l'impasse

Christian Leucate

A la Paz,

Pendant les quelques jours qui ont suivi le putsch du général Miranda, la droite pro-impérialiste a semblé l'emporter sur le régime « révolutionnaire » d'Ovando, qu'elle avait déjà su contraindre à d'importantes concessions au cours de son unique année d'existence : indemnisation de la Gulf Company, après la nationalisation de ses biens, éviction de Quiroga Santa Cruz, ministre des Mines et caution civile de gauche du régime...

Mais, la mobilisation armée des masses ouvrières de la région minière d'Oruro ainsi que le soutien des organisations universitaires et syndicales, ont en définitive assuré la reprise en main du pouvoir par une équipe qui, derrière le général Torrès, se réclame d'une idéologie « nationaliste et révolutionnaire » d'apparence assez semblable à celle d'hier.

A s'en tenir à ce chassé-croisé politique, réduit au folklore des pronunciamientos sud-américains ou hâtivement catalogué, après les militaires péruviens et le Front populaire chilien, comme un nouveau succès du « nationalisme de gauche » en Amérique latine, la presse

bourgeoise n'aide guère à mesurer la portée stratégique réelle de l'événement :

1) Ce qu'ont en commun les situations bolivienne, chilienne ou péruvienne, c'est leur contenu de classe : Dans chaque cas, selon les moyens dont elle dispose, une bourgeoisie nationale tente de créer des conditions politiques lui permettant de diriger à son profit le développement capitaliste national. Ce projet qui a déjà pu connaître certains succès en Argentine (Péron) ou au Brésil (Vargas) a objectivement une dimension anti-impérialiste : il s'agit pour cette nouvelle classe dominante de trouver son autonomie politique tant à l'égard des oligarchies terriennes traditionnelles que de la métropole nord-américaine et de s'appropriier, contre les intérêts immédiats des trusts impérialistes, le contrôle des matières premières, des activités industrielles et de la plus-value nationale... En ce sens, l'avènement de « régimes de gauche » dans trois pays d'Amérique latine et l'impossibilité d'une riposte politique pour les Etats-Unis représente, au moins à court terme, un réel recul pour l'impérialisme. Mais la revendication d'indépendance économique et

politique est contradictoire. Elle suppose, face à la domination impérialiste, une mobilisation populaire, une alliance entre la bourgeoisie et les masses rurales et urbaines alors même que les formes sociales choisies pour le développement industriel national impliquent une aggravation de la lutte des classes. Ceci explique l'ambiguïté et l'instabilité de ces « nationalismes de gauche » qui, faute de pouvoir aller au bout de leurs promesses, en menant également la lutte anticapitaliste, sont le plus souvent contraints, face à la montée des revendications populaires, de laisser se renouer l'alliance avec l'impérialisme.

L'échec de l'expérience Goulart, au Brésil en 1965, suivi de la restauration d'une dictature d'extrême-droite est l'exemple, sans doute le plus éloquent de ce type d'aboutissement. C'est aussi de cette façon qu'a bien failli s'achever l'expérience Ovando.

Le « progressisme » impossible

Mais en Bolivie, la fragilité de toute tentative progressiste de ce type tient plus profondément à

deux particularités qui interdisent, une assimilation totale aux cas chilien et péruvien :

● La bourgeoisie bolivienne est d'une grande faiblesse économique et politique. L'oligarchie terrienne a été fortement touchée par la réforme agraire de 1952 sans que se soit développée une réelle bourgeoisie industrielle. Essentiellement commerçante, dépendant économiquement de l'impérialisme (le pétrole et l'étain représentent 80 % des exportations), sans tradition libérale parlementaire, la bourgeoisie nationale ne peut s'exprimer qu'au travers de la caste militaire et n'a pas les moyens d'affirmer son hégémonie politique : En l'absence de classes moyennes importantes, elle est condamnée à de brutaux renversements d'alliance, faisant alterner, au rythme des putschs, régimes national-populistes (Par Estensoro, Ovando, Torres...) et colonial-fasciste à la Barrientos.

● Malgré ce retard économique et politique, la Bolivie a déjà historiquement conquis ce qui fait les enjeux des « révolutions » péruviennes ou chiliennes : le régime Estensoro (1952) a réalisé une réforme agraire de type petit-bourgeois (distribution individuelle des terres) qui a suffi, auprès des masses indiennes, à désarmer la revendication du sol. Les ressources minières ont été nationalisées soit à cette époque soit sous Ovando (pétrole). Si bien qu'un régime progressiste bourgeois n'a plus rien « à se mettre sous la dent » pour répondre aux aspirations qu'il suscite : contrairement au Chili ou au Pérou, la lutte contre les intérêts oligarchiques et impérialistes traditionnels a déjà été menée à bien. La révolution démocratique-bourgeoise ne peut plus avoir, en tant que telle aucun caractère objectivement progressiste ; le renforcement de la bourgeoisie nationale et le rattrapage du retard économique ne peuvent plus s'opérer que par une brutale « accumulation primitive » et par l'aggravation de l'exploitation des masses. En ce sens, au-delà des erreurs tactiques résultant d'une application volontariste de la stratégie cubaine du « Foyer » de lutte armée (impréparation politique, manque de liaison avec les organisations et les luttes ouvrières, sous-estimation de la démobilisation rurale après la réforme agraire...) l'analyse de Che Guevara reste juste : de tous les pays andins, la Bolivie est bien celui où l'impossibilité même d'un

nationalisme progressiste bourgeois, crée les conditions objectives les plus favorables à une révolution populaire.

Un rapport de forces favorable

C'est pourquoi, un an après Ovando, Torrès est placé devant l'alternative suivante : ou prendre le risque de laisser se développer une mobilisation populaire susceptible de créer une situation de « double pouvoir » ou couper court à cette évolution et se condamner à un recul, lent ou brutal, sous la pression des intérêts impérialistes. La forme choisie d'organisation du pouvoir (coalition militaires - civils), le ralliement de nombreux fidèles du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (organisation de Paz Estensoro), l'absence de toute proposition précise quant au contenu de l'option « nationaliste révolutionnaire » indiquent assez que pour l'instant le régime entend s'en tenir à la répétition à vide des expériences passées et à des combinaisons internes à la caste dirigeante. Dès maintenant, il lui faut cependant tenir compte d'éléments nouveaux et déterminants, dans le rapport des forces entre classes : Après la répression terroriste pratiquée par Barrientos et à la faveur de l'entracte démocratique du régime d'Ovando ; les masses boliviennes ont pu reconstituer leur organisation. Les ligues paysannes se sont progressivement affranchies du M.N.R. et d'importantes fractions de la Confédération ouvrière Bolivienne échappent en fait au contrôle de leurs directions corporatistes incarnées par Lechin. On signalera enfin, la reconstitution de foyers de guérillas, sous-direction pro-chinoise ou chrétienne révolutionnaire qui ont entrepris un travail en profondeur de sensibilisation politique. Il y a là une capacité, sans précédent, et sans commune mesure avec la situation chilienne, de résistance à une nouvelle offensive réactionnaire, ou à une intervention nord-américaine. Celle-ci ne suffit pas encore à contraindre le régime Torrès à une réelle radicalisation. Elle interdit cependant toute opération de police internationale du type St-Domingue. La restauration des forces pro-impérialistes se heurterait nécessairement à une lutte de classe prête à prendre les formes de la guerre civile.

L'appel du Che

Alain Moutot

Montagnards au bonnet phrygien, sur les contreforts des Andes, prolétaires dans les bidonvilles aux alentours des grandes cités de Bolivie, les descendants des Incas forment un peuple oublié. Seules les agences de tourisme les montrent parfois, mais comme spectacle attrayant et contrasté, pour mieux les faire apparaître étrangers, autres dans leur propre pays.

Il ne s'agit pas de folklore dans « Le Sang du Condor (Yawar Mallku) dernier film de Jorge Sanjores, film construit en deux volets.

Lutte de classe dans les Andes

Ignacio est l'un de ces montagnards, ignoré dans sa culture, abandonné à sa misère. Une misère que seules la pesanteur des siècles de silence et la mastication interminable des feuilles de Coca aident à supporter. Dans le village formant une petite communauté dont Ignacio est le chef, arrivent des représentants de l'Alliance dite pour le Progrès et pour la Paix (Peace Corps). Les montagnards indiens ne mettent pas beaucoup de temps à se rendre compte que toutes les femmes qui ont été « traitées » par le centre sanitaire, installé par les nouveaux-venus américains, ne peuvent plus avoir d'enfants. Pour se venger de cette humiliation, Ignacio décide avec les autres villageois, une expédition punitive contre les « Yankees ». Les deux hommes du « Peace

Corps » seront châtrés à la machette. Au petit jour la police locale exécute sommairement les coupables au cours d'une « corvée de bois ».

Ainsi avec l'aide de la bourgeoisie locale, sous le prétexte de limiter des naissances par trop incontrôlées, une véritable campagne de stérilisation est organisée... quelque chose qui ressemble fort à un début de « solution finale ». Comme dit Sanjores « cette stérilisation prend aussi une dimension symbolique renvoyant à la stérilisation culturelle, mentale, politique que l'impérialisme tente d'imposer à notre peuple ».

« Aujourd'hui l'oppression demain la révolution »

L'autre volet du film est constitué par la démarche désespérée d'Antonio, le frère du héros, à la recherche de 500 pesos nécessaires à l'achat du plasma qui doit sauver son frère. Car Ignacio, laissé pour mort, est parvenu cependant à rejoindre un hôpital de la ville. Antonio se heurte au mépris des autres ethnies et surtout de la bourgeoisie américanisée dont le luxe et le cynisme sont sobrement mais efficacement évoqués. Cette bourgeoisie complice de la mainmise américaine sur la Bolivie, se sent remise en cause par la présence même d'un représentant d'un autre élément de la nation bolivienne qu'elle a renié pour ne point s'en préoccuper. Ignacio ne sera pas

sauvé. Mais son frère rejoint le maquis. C'est la démarche du frère du héros, qui constitue la trame de l'histoire tandis que le drame d'Ignacio est raconté en flashback successifs. Le montage du film s'appuie sur l'alternance des séquences se déroulant à la montagne et à la ville. Ce montage développe un effet dynamique incontestable — en opposition avec le ton volontairement triste donné par l'obsédant sifflement des pipos et la lenteur calculée de l'action et des gestes. Ce contraste traduit l'indignation toute contenue du metteur en scène pour établir un constat. La scène où Antonio hésite et renonce à voler un sac de femme plein d'argent indispensable à la survie de son frère relève du néo-réalisme et n'est pas sans rappeler « Le Voleur de Bicyclettes » de Victorio de Sica.

Un film choc

Mais le metteur en scène, en militant révolutionnaire, veut également appeler ses concitoyens à la prise de conscience. Il a réalisé une œuvre immédiatement compréhensible par tous. Le style est dépouillé de tout artifice mais non dépourvu de grandeur. Ainsi dans la scène finale (le mot « fin » n'apparaît pas) pour les maquisards qui brandissent leurs armes — ce n'est qu'un début... en Bolivie et les événements récents viennent de le confirmer. En Bolivie où, si la voix de Guevara s'est tue, l'écho n'en est point tari.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

16 - Les Travailleurs immigrés. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

L'assassinat légal en Pays Basque

Ils sont six, âgés de 23 à 28 ans. Six Basques, trois ouvriers et trois étudiants qui risquent, à la fin de ce mois, la peine de mort.

Six révolutionnaires de l'E.T.A., l'organisation socialiste basque, que le gouvernement de Franco entend juger à Burgos, selon une procédure spéciale qui permet la condamnation sans preuve matérielle, sur la seule « conviction morale » des membres du tribunal.

Nul doute, dans ces conditions, que le tribunal prononce la peine requise contre eux : la mort. En même temps qu'eux, neuf autres militants, dont deux prêtres et deux femmes sont menacés de 15 à 30 ans de prison.

Actuellement, ils sont 1.953 détenus, dans le seul pays basque. 53 d'entre eux, jugés par les tribunaux militaires, totalisent 558 années de prison.

Trois cents ont choisi l'exil, et se battent aujourd'hui en France, pour alerter l'opinion publique contre le crime qui va se commettre à la fin du mois à Burgos.

Cette année, déjà, un des leurs, Genaro Sanchez, a été exécuté à la veille du 1^{er} mai. D'autres ont été tués ou blessés par la police franquiste qui n'hésite pas à tirer pour réprimer les manifestations.

Torche vivante

Le 18 septembre, à San Sébastien, le général Franco inaugurait les VII^e Championnats du Monde de pelote basque. Soudain, une torche vivante basculait devant le Caudillo et s'écrasait à ses pieds. Joseba Elosegui, 54 ans, militant basque, ancien combattant « républicain », ancien résistant, avait choisi de mourir comme le Tchèque Yan Palach, pour hurler sa révolte devant l'oppression.

Amoral et cynique

Dans un gros manuscrit de 303 pages, il explique ses motifs. « De quel droit Franco peut-il se considérer comme le paladin du monde libre ? Pourquoi n'a-t-on pas traité avec Hitler et Mussolini comme on traite maintenant avec Franco ? Pourquoi ? » Du chef de la police politique, Moliton Manzenas, qui fut exécuté devant sa porte, durant l'été 1969, il écrit : « c'était un homme amoral et cynique. Il giflait les femmes, mais il préférait confier les hommes à ses sbires pour les mettre en condition ».

Les six Basques qui risquent leur vie à Burgos, sont accusés d'avoir exécuté cet agent particulièrement actif de la répression franquiste au pays basque.

« Seule la pression populaire peut les sauver, nous expliquent leurs amis en exil. Déjà la peine d'un condamné à mort, Arriz

Abalaga, a été commuée en prison à vie sous la pression populaire. C'est pour cela que nous avons créé un « Comité basque contre la répression ». Pour qu'en France, comme au pays basque, il y ait des manifestations assez puissantes pour faire reculer les juges ».

Pour la liberté

La lutte contre ce procès doit être exemplaire. Si elle est assez forte pour faire reculer le pouvoir franquiste, alors les révolutionnaires basques auront fait un pas vers leur premier objectif : l'amnistie pour tous les emprisonnés et les exilés politiques.

« Ces hommes et ces femmes, qui vont être jugés à Burgos, expliquent les exilés ont commis le plus grave délit que peut concevoir l'ordre franquiste. Ils ont lutté pour la liberté de leur peuple, le peuple

basque et par conséquent pour la liberté de tous les hommes et femmes des autres peuples de l'Etat espagnol. »

Guernica

Joseba Elosegui, qui, en avril 1937, commandait les républicains cantonnés à Guernica, écrit dans son « testament » : « Je sens bien que je vais mourir parce que je dois protester contre l'injustice et l'hypocrisie du monde, contre la persécution dont mon peuple est l'objet, contre l'absence de liberté ! Mais par-dessus tout, parce que je me souviens de Guernica, symbole de cette liberté que nous, Basques, voulons tant. Ce feu qui détruisit Guernica, je veux que celui qui en fut le responsable l'ait sous les yeux. »

Les travailleurs français ont-ils oublié Guernica ?

Soljenitsyne, prix Nobel

On peut gager que les jurés du prix Nobel de littérature avaient sans doute des arrière-pensées politiques en attribuant la distinction à Alexandre Soljenitsyne. La situation pénible de cet écrivain qui se trouve dans l'impossibilité de publier dans son propre pays après avoir passé de longues années dans un camp de concentration, vaut bien d'être mise en lumière pour vanter « la liberté » du monde occidental, mais ne diminue en rien la signification de l'homme et de son œuvre.

Soljenitsyne, c'est un peu la résurgence d'un vieux fond populiste chrétien, le reflet d'une réaction profonde, la campagne soviétique contre le système stalinien et ses aspects oppressifs. En des termes très simples ce vieux professeur de physique a su décrire les souffrances et la désespérance des kolkhoziens, l'absurdité du contrôle bureaucratique. Mais il est aussi plus que cela. Dans son roman « Le Premier cercle » il donne même une anatomie précise du système répressif et de sa signification sociale retrouvant à certains moments des accents révolutionnaires. Sans doute Soljenitsyne n'est-il pas l'homme d'un programme politique (celui de la reprise de la Révolution socialiste), mais il témoigne avec un grand talent des réalités de son époque.

Pour la révolution Palestinienne

« Au moment où le peuple palestinien se bat contre l'assaut conjugué du sionisme, de l'impérialisme mondial et des forces réactionnaires arabes, sa lutte revêt une signification exemplaire pour les révolutionnaires et démocrates du monde entier. Elle



implique pour eux le double devoir d'un soutien matériel et d'une solidarité politique.

C'est pourquoi, répondant à l'appel du Comité central de la Révolution palestinienne, nous avons pris l'initiative de constituer un bureau français d'aide à la révolution palestinienne, en étroite liaison avec les organisations révolutionnaires françaises et les représentants qualifiés de la révolution palestinienne. Ce bureau fait appel à tous ceux qui se déclarent d'accord avec les orientations ci-dessous :

— pour coordonner le soutien matériel aux combattants palestiniens,

— pour faire comprendre à l'opinion française les objectifs et les perspectives du peuple palestinien.

Le Bureau d'Aide entend apporter son appui à la révolution palestinienne dans son ensemble, unifiée au sein du C.C.R.P. qui regroupe toutes les organisations révolutionnaires de Palestine.

Il reconnaît dans la révolution palestinienne l'avant-garde du mouvement révolutionnaire arabe.

Il condamne le plan Rogers et toute tentative d'imposer au peuple palestinien une

Les deux prochains suicidés

En ce moment deux prisonniers politiques, parmi les milliers qui sont torturés au Brésil, sont menacés de mort. Il s'agit de Eduardo Leite (connu sous le nom de Bacuri) et de Ariston Lucena. Comme dans les meilleures traditions du Far-West américain la tête de Bacuri était mise à prix : 50.000 cruzeiros !

Le 24 juillet, sa femme, Denisa Crispim, était arrêtée, et bien que dans un état avancé de grossesse, elle fut sauvagement battue par l'O.B.A.M. (éparation bandeirantes, et pendue par les pieds (le célèbre « perchoir à perroquets »). Elle se trouve actuellement à la clinique Santana, à Sao Paulo, fortement surveillée.

Eduardo et Ariston seront-ils les prochains « suicidés », la forme la plus courante de crime politique au Brésil ?

Il dépend de nous, de l'opinion publique internationale qu'il n'en soit pas ainsi.

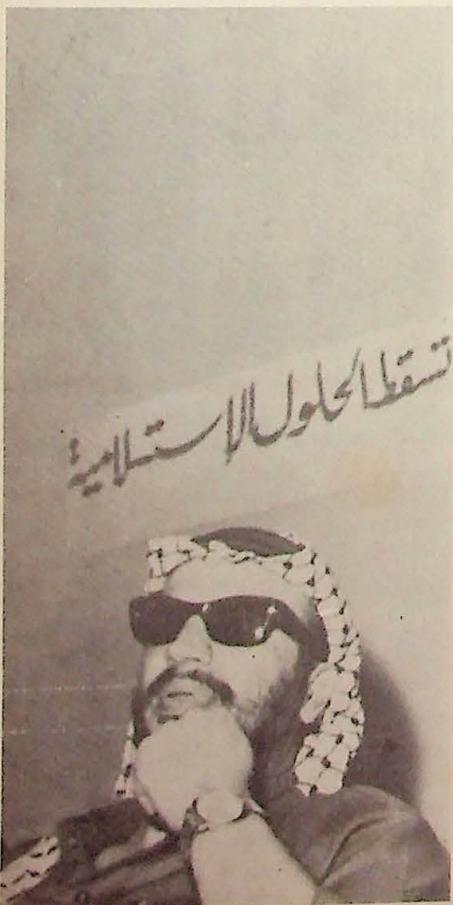
solution dictée par les grandes puissances, en dehors de sa volonté. Il rejette toute conception de la coexistence pacifique fondée sur le refus du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se libérer de l'impérialisme étranger ou de leurs propres régimes réactionnaires.

Il fait confiance à la lutte révolutionnaire du peuple palestinien et des masses populaires du Moyen-Orient pour assurer la création d'un Etat palestinien unifié, progressiste et démocratique.

Le Bureau d'Aide organisera des collectes d'argent, de médicaments et de matériel médical en collaboration avec le Croissant Rouge Palestinien.

Il mettra à la disposition de tous les militants, de leurs organisations, de leurs comités ainsi que de la presse, un matériel d'information et d'explication politique sur la révolution palestinienne. Il diffusera une documentation périodique à cet effet.

Pour mener à bien cette tâche, il a besoin de tous ceux qui ont compris et qui veulent faire comprendre autour d'eux la signification révolutionnaire de la résistance palestinienne, parce que son combat est le nôtre et fait partie de la lutte mondiale pour la liberté. »



Libres de penser, mais chez vous

Rémy Grillault

Dimanche 10 octobre, à Boulogne-Billancourt. A 10 heures du matin, comme ils le font depuis plusieurs semaines, cinq militants s'installent avenue Jean-Jaurès, à bonne distance du marché (puisque telle est la loi).

Ils plantent leurs panneaux et proposent aux passants le petit « Livre noir des transports parisiens ».

Erusquement, un car de police passe. Puis fait demi-tour et s'arrête devant le panneau. « Rembarquez tout ça et disparaissez. »

L'un des militants demande quelle infraction leur groupe a commise. Réponse : « Vous n'avez pas le droit. »

Sans plus d'explication, les policiers descendus du car manifestent leur énervement. Jugeant l'affrontement inutile, les militants commencent à replier les panneaux. Alors,

deux gardiens de la paix se précipitent, renversant une passante, et embarquent le militant qui avait eu l'audace de poser des questions. Et pour le faire entrer plus rapidement dans le car, ils lui envoient un coup de poing qui le cloue sur le banc.

Si la distribution du « Livre noir » n'avait créé aucune perturbation de la circulation qui puisse justifier l'intervention des agents, celle-ci, pour le coup, crée un sérieux désordre. Une centaine de personnes s'attroupe et manifestent haut leur indignation. En riposte les agents embarquent un deuxième militant. Puis, un second car arrive, qui achève ce beau travail de « nettoyage » en emmenant les militants restants, leurs panneaux, leurs livres et leurs tracts.

Au commissariat, nulle justification n'est fournie. Après vérification

Appel du Secours Rouge

Pour avoir diffusé un tract, deux militants viennent d'être condamnés par la Cour de Sûreté à un an de prison ferme et privés de leurs droits civiques, civils et familiaux.

Ce jugement crée un précédent : il aggrave d'une manière décisive les atteintes aux libertés fondamentales.

Nous ne laisserons pas s'instaurer en France ce climat de répression, d'intimidation et de menaces, dans lequel s'inscrit notamment le procès d'Alain Geismar qui s'ouvre le 20 octobre.

Il faut que dans les jours qui vien-

nent s'amplifie dans les quartiers, les entreprises et les organisations de masse, un puissant mouvement populaire.

Quelle que soit notre opinion sur leur action, nous exigerons la libération d'Alain Geismar comme celle de tous les prisonniers politiques.

Le combat pour la libération de Geismar est le combat pour la liberté de tous.

Signez, faites signer cette pétition et adressez-la à « **Secours Rouge** », Robert Davezies, 9, rue Raffaëlli, Paris-16^e.

d'identité, les militants sont jetés au « trou » où ils passeront un agréable dimanche.

Enfin, sur le coup de 17 h 15, le commissaire les interroge un par un. Stupeur, le premier militant arrêté — celui qui avait osé poser des questions — est accusé d'avoir frappé un policier. Il demande à être confronté avec son accusateur, qui exhibe un morceau de sparadrap sur son tibia. Dans sa hâte à précipiter sa « proie » dans le car, il est vraisemblable qu'il s'est cogné au marchepied. Le policier maintient son accusation, tout en niant, évidemment, avoir brutalisé son prisonnier.

Enfin, à 19 heures, tous quatre sont relâchés. Le commissaire conclut l'entretien en déclarant qu'il n'a fait que son travail, et qu'il transmet le dossier. Ce qui veut dire, puisque le

policier maintient sa plainte, que l'un des militants au moins risque d'être poursuivi pour « coups à agents ».

Lundi matin, 9 heures. La radio signale l'incident. Sans commentaires. Le fait est courant. La veille, d'autres militants avaient été arrêtés parce qu'ils distribuaient, à l'entrée du Salon de l'Auto, des tracts dénonçant la répression chez Simca et Citroën.

Comme le disait un agent de Boulogne : « Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais chez vous. » Comme en Grèce ou en Espagne. C'est la démocratie selon M. Pompidou.

Et si les habitants de Boulogne, mécontents de leurs transports, désirent prendre connaissance du « Livre noir », ils devront s'adresser au commissariat qui en détient un stock.

La Cour introuvable

Pierre Gautier

La Cour de Sûreté de l'Etat devient nerveuse. Un de ses juges d'instruction M. Leloir avait eu des ennuis pour avoir fait des déclarations imprudentes qui préjugeaient d'affaires en cours. On dut le remplacer au pied levé par des personnes un peu plus pondérées, afin d'instruire plusieurs procès pendants. Mais, ce ne fut pas là le seul de ses malheurs. Des jeunes, inculpés pour reconstitution de ligue dissoute parce qu'ils vendaient le journal non interdit « La cause du peuple », eurent le front de dire tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas : à savoir que cette justice n'était qu'une parodie de justice, une justice politique bourgeoise qui n'osait pas dire son nom. On vit alors des scènes assez peu édifiantes (ou trop édifiantes) dans les prétoires. Des accusés absents ou muets, des avocats commis d'office, des avocats généraux utilisant les argumentations les plus spécieuses et les moins convaincantes.

On commençait évidemment à murmurer et à chuchoter dans les milieux judiciaires que tout cela n'était pas très sérieux. La Cour a donc réagi et voulu montrer qu'il ne fallait pas badiner avec elle. Pour des distributions de tracts maoïstes, elle a infligé de la prison ferme et la perte des droits civiques et familiaux. Au lieu de rétablir son crédit, elle a indigné une grande partie de l'opinion publique.

« L'Aurore », « L'Humanité », « Le Monde », « Combat » pour ne citer qu'eux ont fait part de leur stupéfaction ainsi que de leurs réserves sur le verdict. La ligue des droits de l'homme et le parti socialiste jusqu'à présent assez peu ému par la répression contre les militants révolutionnaires ont protesté vigoureusement contre les dernières condamnations.

Il est certain qu'à leur suite beaucoup de gens, peu intéressés par la politique et encore moins disposés à

soutenir des révolutionnaires, se sont émus de voir de jeunes ouvriers ou de jeunes étudiants promis pour toute leur vie (ou tout au moins jusqu'à la prochaine amnistie) à la condition de parias, de chômeurs en puissance. Mais cette indignation salutaire ne peut suffire. C'est au principe de cette juridiction d'exception qu'il faut s'attaquer. En effet, il est possible que la Cour tienne compte de ce mouvement d'opinion et modère ses prochains verdicts en attendant simplement des jours meilleurs. Cela ne signifiera pas pour autant que le scandale de condamnations visant les militants politiques pour leurs activités politiques cessera comme par enchantement. Bien au contraire, au gouvernement et à la Cour on fera tout pour sauver un instrument aussi utile à la bourgeoisie, aussi facile à manier. Il suffit de penser à l'extraordinaire collaboration qui peut s'établir entre la Cour et le ministère de l'Intérieur. M. Marcellin interdit sans se soucier outre mesure

de sa propre légalité les organisations qui lui paraissent vulnérables, la Cour, elle, se charge de poursuivre les militants pour reconstitution de ligue dissoute en prenant prétexte de la moindre action. Il apparaît même que la possession d'un journal (non interdit) à son domicile est un fait répréhensible. A ce train là, on peut être sûr que toute organisation se proposant sérieusement de changer l'ordre social et de renverser l'Etat bourgeois peut tomber à un moment ou à un autre, sous les coups de l'auguste tribunal.

La seule conclusion logique est que la réaction populaire arrive à nous en débarrasser au plus vite, de lui comme de tous ces tribunaux militaires qui ont de la « sûreté » une conception bien particulière, celle qui inspire la majeure partie des parasites bureaucratiques de cette société (des fonctionnaires dits d'autorité aux managers des entreprises) : « Travaille et tais-toi ».